

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

Décret n° 2010-1365

ordonnant la présentation à l'Assemblée nationale des projets de loi suivants :

- Projet de loi de règlement de la gestion 2003 ;
- Projet de loi de règlement de la gestion 2004 ;
- Projet de loi de règlement de la gestion 2005.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution,

DECRETE

Article premier : Les projets de loi dont les textes sont annexés au présent décret, seront présentés à l'Assemblée nationale par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre chargé des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

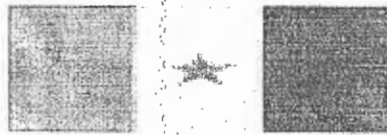
Fait à Dakar, le 12 octobre 2010

Par le Président de la République
Le Premier Ministre

Souleymane Ndéné NDIAYE

Abdoulaye WADE

République du Sénégal



Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Economie et des Finances
Direction générale des Finances

**LOI
DE RÉGLEMENT
DE L'ANNÉE 2004**

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances suivantes :

- n°2003-37 du 26 décembre 2003 portant loi de finances de l'année 2004
- n°2004-33 du 05 novembre 2004 portant loi de finances rectificative pour l'année 2004.

Le budget de l'année 2004 a été élaboré et mis en œuvre dans un contexte marqué par la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté (DSRP), qui constitue le cadre global du Programme de croissance et de réduction de la pauvreté. Il s'est bâti à partir du cadrage macro-économique 2003-2005 qui sous-tend le Programme triennal de politiques économiques et financières. Cela traduit la volonté de l'Etat de maintenir une stabilité du cadre macroéconomique à travers notamment une bonne tenue des finances publiques.

Conformément aux engagements pris par le Gouvernement, les secteurs sociaux sont demeurés prioritaires dans l'allocation des ressources budgétaires. L'Education et la Santé ont vu leur part dans le budget augmenter conformément aux objectifs du DSRP.

Aussi, l'accent a – t – il été mis sur les points suivants :

- la production, le renforcement des capacités et la promotion des services sociaux de base ;
- l'amélioration de l'environnement des activités productives ;
- l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables ;
- le début du programme de recrutement spécial de près de 5000 agents dans la fonction publique.
- la réforme de la sécurité sociale, financée par la Banque Mondiale pour 11,3 milliards ;
- la participation de l'équipe nationale de football à la CAN 2004 ;
- le renforcement de l'appui aux collectivités locales ;
- le renforcement des services centraux

Il a également été tenu compte de l'incidence de l'indemnisation des familles des victimes du "Joola" et de l'affrètement de navires pour la liaison maritime Dakar-Ziguinchor pour un total de 15 milliards.

Au plan fiscal, Le budget 2004 été caractérisé par d'importantes réformes avec la simplification des procédures fiscales (mise en place de la contribution globale unique) en vue de promouvoir l'investissement privé, la compétitivité et le développement des entreprises, la création d'emplois.

Au total, le budget général, a été exécuté ainsi qu'il suit :

- recettes : 1117, 7 milliards non compris les ressources extérieures
- dépenses ordonnancées : 1156 milliards non compris les dépenses financées sur ressources extérieures.

Les développements qui suivent en livrent tous les détails nécessaires.

A. PREVISIONS ET RESULTATS

NATURE	PREVISIONS LOI DE FINANCES INITIALE	MODIFICATION EN COURS D'ANNEE	LOI DE FIN RECTIF	REPORTS	OUVERT DE CREDITS	TOTAL PREVISIONS	REALISATIONS	ECART
DEPENSES DU BG								
Dette publique	120 000 000 000	0				120 000 000 000	191 596 920 022	-71 596 920 022
Depenses de personnel	225 900 000 000		-2 000 000 000			223 900 000 000	218 928 932 902	4 971 067 098
Depenses de fonctionnement	146 288 146 000	11 542 524 294	2 620 009 000			160 450 679 294	147 383 777 553	13 066 901 741
Transferts courants	356 532 615 000	-11 542 524 294	3 579 991 000			348 570 081 706	370 658 499 160	-22 088 417 454
Depenses à régulariser								
total des dépenses ordinaires	848 720 761 000	0	4 200 000 000	0	0	852 920 761 000	942 758 958 461	-14 190 828 824
total des dotations internes	206 750 000 000					206 750 000 000	236 064 000 000	-89 838 197 461
Depenses ordinaires HDI	641 970 761 000	0	4 200 000 000	0	0	646 170 761 000	706 694 958 461	-60 524 197 461
Investissements exécutés par l'Etat	142 848 810 000	5 501 932 338	25 075 000 000	53 036 212 366	1 645 849 800	228 107 804 504	161 862 994 025	66 244 810 479
Transfert en capital	59 401 190 000	-5 501 932 338	8 790 000 000	5 427 057 112		68 116 314 774	48 818 227 696	19 298 087 078
Depenses à régulariser investis								
total dépenses d'investissement	202 250 000 000	0	33 865 000 000	58 463 269 478	1 645 849 800	296 224 119 278	213 270 461 178	82 953 658 100
Depenses en capital affectées	259 200 000 000					259 200 000 000	0	259 200 000 000
TOTAL DEPENSES BG sur ressources internes	1 050 970 761 000	0	38 065 000 000	58 463 269 478	1 645 849 800	1 149 144 880 278	1 156 029 419 639	-6 884 539 361
TOTAL DEPENSES BG HDI sur ressources internes	844 220 761 000	0	38 065 000 000	58 463 269 478	1 645 849 800	942 394 880 278	919 965 419 639	22 429 460 639
II. RECETTES du Budget Général		0				0		0
Recettes fiscales et non fiscales	789 400 000 000		5 000 000 000			794 400 000 000	806 758 747 211	12 358 747 211
transfert reçus du budget général	0					0	236 064 000 000	236 064 000 000
Dons	2 421 000 000		1 564 000 000			3 985 000 000	21 683 071 203	17 698 071 203
recettes exceptionnelles	100 000 000		31 500 000 000			31 600 000 000	50 476 502 625	18 876 502 625
emprunts	0					0	2 696 623 750	2 696 623 750
Dons projets et legs	90 325 000 000					90 325 000 000		-90 325 000 000
Tirages sur emprunts projets	168 825 000 000					168 825 000 000		-168 825 000 000
Emprunts programmes	28 500 000 000					28 500 000 000		-28 500 000 000
TOTAL RECETTES	1 079 571 000 000	0	38 064 000 000	0	0	1 117 635 000 000	1 117 678 944 789	43 944 789
TOTAL RECETTES HDI	1 079 571 000 000					1 117 635 000 000	881 614 944 789	
TOTAL RECETTES INTERNES	820 421 000 000	0	38 064 000 000	0	0	858 485 000 000	881 614 944 789	23 129 944 789

B. ELEMENTS D'APPRECIATION

1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES (hors dotations internes*)

(en milliards FCFA)

NOMENCLATURE	2000	2001	2002	2003	2004
Montant des Recettes	526,229	619,388	708,896	807,634	881,614
Evolution sur année précédente en %	-1,78 %	17,7%	14,45%	13,93%	9,16 %
Montant des dépenses	439,339	721,489	706,0914	843,008	919,965
Evolution sur année précédente en %	7,24%	64,22%	-2,02%	19,25%	11,70%

NB : En 2004, les dépenses ont augmenté à un rythme légèrement supérieur aux recettes de.

2. COUVERTURE DES DEPENSES PAR LES RECETTES (hors dotations internes)

(En milliards de FCFA)

NOMENCLATURE	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes totales	526,229	619,388	708,896	807,634	881,614
Dépenses totales	439,339	721,489	706,914	843,008	919,965
Taux de couverture des dépenses par les recettes	119,78%	85,85%	100,28%	95,80%	95,83%

C. EVOLUTION DES AUTORISATIONS ET PREVISIONS BUDGETAIRES

Des modifications ont été apportées par la loi de finances rectificative ; il y a eu aussi des réaménagements par voie réglementaire.

1. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE.

En 2004, grâce aux ressources PPTE de **31,5 milliards**, des plus values de recettes **5 milliards** et de l'appui budgétaire des Pays Bas **1,564 milliard**, une loi de finances rectificative a été adoptée par l'Assemblée nationale (loi n°2004-33 du 05 novembre 2004).

En définitive, les prévisions de recettes internes du budget général ont été arrêtées à **858,485 milliards F CFA** contre **882, 2 milliards de Francs CFA** pour les charges.

* Hors dotation Interne (HDI), montant des dépenses budgétaires hors subvention de fonctionnement à l'Investissement.

2. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE

Au titre des recettes, aucune modification n'a été apportée en cours de gestion sur les prévisions initiales.

Au titre des dépenses, seuls des virements et transferts de crédits qui affectent la répartition des crédits, ont été effectués. Il s'agit de mesures qui ne modifient pas le montant des crédits mais seulement leur ventilation à l'intérieur d'un même ministère ou d'un titre de dépenses communes à un titre d'un département ministériel.

L'essentiel de ces modifications apportées portent sur le titre III : fonctionnement et le titre IV : transferts courants.

Toutefois pour les dépenses d'investissement les décisions de reports de crédits, prises par arrêté du Ministre des Finances, ont modifié à la hausse les dépenses d'investissements sur ressources propres.

Les modifications globales sont présentées dans le tableau ci-après :

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS	REPORT DE CREDIT 3	LOI DE FINANCES RECTIFICA- TIVE 4	OUV DE CREDITS COMPL	CREDITS DE LA GESTION	ORDON DE LA GESTION	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 7
TITRE I DETTE PUBLIQUE	120 000 000 000	0	0	0		120 000 000 000	191 596 920 022	-71 596 920 022
TITRE II DEPENSES DE PERSONNEL	225 900 000 000	0	0	-2 000 000 000		223 900 000 000	218 928 932 902	4 971 067 098
TITRE III DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	146 288 146 000	11 542 524 294	0	2 620 009 000		160 450 679 294	147 383 777 553	13 066 901 741
TITRE IV AUTRES TRANSFERTS COURANTS	356 532 615 000	-11 542 524 294	0	3 579 991 000		348 570 081 706	370 658 499 160	-22 088 417 454
Dépenses à régulariser							14 190 828 824	-14 190 828 824
Total des dépenses ordinaires	848 720 761 000	0	0	4 200 000 000	0	852 920 761 000	942 758 958 461	-89 838 197 461
Total Dotations internes	206 750 000 000					206 750 000 000	236 064 000 000	-29 314 000 000
Total hors dotations	641 970 761 000	0	0	4 200 000 000	0	646 170 761 000	706 694 958 461	-60 524 197 461
TITRE V INVESTS EXEC/ETAT	142 848 810 000	5 501 932 338	53 036 212 366	25 075 000 000	1 645 849 800	228 107 804 504	161 862 994 025	66 244 810 479
TITRE VI TRANSFERT EN CAPITAL	59 401 190 000	-5 501 932 338	5 427 057 112	8 790 000 000		68 115 314 774	48 818 227 696	19 297 087 078
Dépenses à régulariser invests							2 589 239 457	-2 589 239 457
TOTAL INVESTS sur ressources internes	202 250 000 000	0	58 463 269 478	33 865 000 000	1 645 849 800	296 223 119 278	213 270 461 178	82 952 658 100
Dépenses en capital affectées	259 200 000 000					259 200 000 000		259 200 000 000
TOTAL GENERAL sur res., intérieures	1 050 970 761 000	0	58 463 269 478	38 065 000 000	1 645 849 800	1 149 143 880 278	1 156 029 419 639	-6 885 539 361
TOTAL GENERAL sur res. intérieures hors dotations	844 220 761 000	0	58 463 269 478	38 065 000 000	1 645 849 800	942 393 880 278	919 055 419 639	22 428 460 639

3. LES MODIFICATIONS DE CREDITS DEMANDEES PAR LA LOI DE REGLEMENT

Les écarts constatés en fin de gestion font l'objet dans la présente loi de règlement, d'une part, d'ouvertures de crédits pour régulariser les dépassements et d'autre part d'annulations de crédits pour ceux qui n'ont pas été exécutés à la clôture du budget.

Le tableau ci-après présente le détail des dépassements et des disponibles, objet, des ouvertures et annulations de crédits.

Sections	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4	
	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
Dettes Publiques		-71 596 920 022						
Présidence de la République				-21 646 481	1 679 903 649		90 932 000	
Assemblée nationale				-195 289 017	449 200 000		8 000 000	
Conseil Eco. et social				-14 977 914				
Conseil de la République pour aff. éc. et soci.			142 369 000		332 131 000		125 500 000	
Conseil constitutionnel				-17 793 097	8 680 833			
Conseil d'Etat			14 999 326		11 418 235			
Cour de cassation			67 614 032		4 693 667		599 964	
Cour des Comptes			16 994 332		55 091 111			
Total Pouvoirs publics	0	0	241 976 690	-249 706 509	2 541 118 495	0	225 031 964	0
Primaire				-404 061 530	432 360 037		542 850 000	
Ministère affaires étrangères			1 368 514 317			-520 942 915	350 000 000	
Ministère des Forces Armées			525 730 877		871 292 575		20 000 000	
Ministère de l'Intérieur et Collect. locales				-1 381 437 433	441 464 420			-11 723 105 000
Ministère de la Justice				-841 213 301	168 890 159		28 676 906	
Min. Fonct. Pub. Emploi et org. Profess.				-332 823 567	89 440 865		21 096 000	
Min. relat. avec les Inst. parl. Nat. Rég. Union af.			12 366 723		735 491			
Ministère de la Coopération déc. et planif. région			70 562 000		2 692 207			
Ministère Entrepreneurat féminin						-89 777 291		
Ministère des Sénégalais de l'Extérieur			81 580 000		6 486 399			
Total I Administration générale			2 058 753 917	-2 959 535 831	2 013 362 153	-610 720 206	962 622 906	-11 723 105 000
Ministère de l'Economie maritime			109 977 873		31 694 690		2 763 509	
Ministère Equip. et Transports				-82 952 813	11 520 116		3 552 000	
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique				-153 793 370	333 631 978		169 789 000	
Ministère Economie et Finances				-1 567 769 124		-535 796 945		
Ministère Industrie et Artisanat				-24 020 069	19 890 497		50 000 000	
Ministère du Commerce				-182 046 827	45 157 869		85 330 000	
Ministère Urbanisme et aménag. territoire				-461 873 590	9 630 008			
Ministère Energie et Mines				-412 155 354	1 143 634		1 552	
Ministère Habitat et Construction			296 324 000		120 144 612			
Ministère du Tourisme			92 245 164		13 854 638			
Total II Action économique			498 547 037	-2 884 611 147	586 668 042	-535 796 945	311 436 052	0

D. ANALYSE DE L'EXECUTION

1. LE BUDGET GENERAL

Le budget général a été exécuté, en recettes à la somme de **1117, 678 milliards** et en dépenses à la somme de **1156, 029 milliards** ; il laisse apparaître un excédent des dépenses sur les recettes de **38, 350 milliards F CFA** ; hors dotation interne, l'exécution s'établit à **881,615 milliards en recettes et 919,965 milliards en dépenses**.

➤ Les recettes du budget général :

Comme fait marquant en 2004, on peut noter l'instauration de la contribution globale unique (CGU) et la simplification des procédures fiscales.

Les réalisations des recettes intérieures se chiffrent à **1117,678 milliards** de francs. Hors dotations internes, elles s'établissent à **881,6 milliards** et enregistrent une plus-value de **23,2 milliards f cfa** par rapport aux prévisions arrêtées à **858,4 milliards**, soit un taux de recouvrement de **102,7 %**.

Par rapport à l'exécution du budget 2003, on note une hausse des recouvrements de ces recettes de **73,98 milliards** en valeur absolue et de **9,2 %** en valeur relative. Cette hausse s'explique par le renforcement du dispositif de recouvrement des recettes qui s'est traduit par un recouvrement satisfaisant des droits de douanes et des recettes non fiscales.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **758,9 milliards**. Comparé aux prévisions **753, 7 milliards**, le taux d'exécution est de **100, 69%** soit une plus-value de **5,2 milliards**. Par rapport à l'année 2003, on note une hausse de **66, 658 milliards** en valeur absolue soit **9,6%**.

L'analyse approfondie de ces résultats montre des évolutions différenciées selon les types de recettes budgétaires.

Les réalisations en impôts directs sont de l'ordre de **192, 343 milliards** sur une prévision de **179,7 milliards**, soit un taux de recouvrement de **107, 04 %**. Par rapport à la gestion 2003, ces recettes ont connu une hausse de **29, 865 milliards** soit une progression de **18,4 %** due surtout à l'impôt sur le revenu.

Le recouvrement des impôts indirects s'élève à **566,572 milliards** sur une prévision de **574,000 milliards**, soit un taux d'exécution de **98,71%**. Ces performances sont essentiellement le fait de la TVA. En glissement annuel, on note une hausse de **36, 793 milliards** en valeur absolue et de **6,41 %** en valeur relative.

Les réalisations en droits d'enregistrement et de timbre s'élèvent à **23,405 milliards** sur une prévision de **29,5 milliards**, soit un taux d'exécution de **79,33 %**. Par rapport à la gestion 2003, on note un léger recul en valeur absolue de **35,797 millions** et de **0,2%** en valeur relative.

Un niveau de recouvrement très satisfaisant des recettes non fiscales est observé sur la gestion 2004 avec des réalisations de **47,843 milliards** sur une prévision de **40,7 milliards** soit une plus value de **7,143 milliards** en valeur absolue et un taux de réalisation de **117, 5 %**. Cela provient essentiellement des revenus du domaine maritime avec les produits des accords de pêche et des dividendes de l'Etat tirés des actions détenues dans le capital de la SONATEL.

EVOLUTION DES STRUCTURES DE RECETTES ORDINAIRES
(En millions)

Nature de la recette	Réalizations 2003	Prévisions 2004	Réalizations 2004	Ecart réel 2004/2003	
				valeur	%
Impôts directs	162 478	179 700	192 343	29 865	18,4%
Droits et taxes à l'importation	115 060	135 000	115 747	688	0,6%
Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	385 551	409 500	423 180	37 629	9,8%
Dt enregist. Timbre	23 442	29 500	23 405	-36	-0,2%
Autres recettes fiscales	5 727	0	4 240	-1 487	-26,0%
Recettes fiscales	692 258	753 700	758 915	66 658	9,6%
Revenu du domaine et de l'entreprise	26 527	15 300	16 491	-10 037	-37,8%
Droits et frais administratifs	378	3 000	512	134	35,5%
Amendes et condamnations péc	957	100	359	-598	-62,5%
Produits financiers	10 040	12 300	15 835	5 795	57,7%
Autres recettes non fiscales	3 842	10 000	14 646	10 804	281,2%
Recettes non fiscales	41 744	40 700	47 843	6 099	14,6%
Total des recettes ordinaires	734 002	794 400	806 759	72 757	9,9%

L'annexe I, joint au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires.

➤ Les dépenses du budget général :

Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires (hors dotations internes) ont été arrêtées, à la somme de **646,171 milliards** dans la loi de finances pour l'année 2004.

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **706, 695 milliards** de FCFA, soit un taux de **109,4 %** des prévisions et un dépassement en valeur absolue de **60,524 milliards**.

Par rapport à la gestion 2003, on note une augmentation de **55,986 milliards**, en valeur absolue et **8,6 %** en valeur relative.

Ces dépenses se caractérisent par :

- Le règlement de la dette à hauteur de **191, 597 milliards** pour une prévision de **120 milliards** soit un taux d'exécution de **159, 7%** et un dépassement de **71, 597 milliards** en valeur absolue. Par rapport à la gestion 2003, on note une augmentation de **24, 332 milliards** de francs CFA soit **14,5 %**.

- Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **218,929 milliards** soit **97,78 %**. Comparé à la gestion 2003, on note une hausse de 15,391 milliards soit 7,6 %.
- Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées au montant de **161,575 milliards** soit un taux d'exécution de **101%**. En glissement annuel, on note une hausse de **14,287 milliards**.
- Les dépenses de transfert hors dotations internes se sont élevées à **134,594 milliards** soit un taux d'exécution de **95%**. En glissement annuel, on note une augmentation de **1,975 milliards**. Prenant en compte la dotation interne, ces dépenses se chiffrent à **370,658 milliards de francs**.

Le présent tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses.

EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES (hors dotation interne)
(En millions de francs)

Nature de la dépense	Réal 2001	Réal 2002	Réal 2003	Prévis 2004	Réal 2004	Ecart réel 2004-2003	
						Valeur	%
Dettes publiques	126 621	123 433	167 265	120 000	191 597	24 332	14,5%
Personnel	176 864	197 815	203 538	223 900	218 929	15 391	7,6%
Dépenses de fonctionnement	118 393	101 778	147 287	148 908	161 575	14 288	9,7%
Transfert	178 953	118 403	132 619	153 363	134 594	1 975	1,5%
Total Dép. ordinaires	600 831	541 429	650 709	646 171	706 695	55 986	8,6%

L'annexe II, joint à la présente loi de règlement, donne la décomposition de la totalité des chapitres sur lesquels des disponibles et des dépassements sont constatés.

Les dépenses en capital

Les dépenses d'investissements sur ressources internes ont été exécutées à 213,270 milliards de francs sur des crédits de la gestion de 296,224 milliards soit un taux d'exécution de 72%. En glissement annuel, on note une augmentation de **20,97 milliards** en valeur absolue et **10,9%** en valeur relative.

L'exécution des dépenses en capital se décompose ainsi qu'il suit :

- Dépenses d'investissement : **161,862 milliards**
- Transfert en capital : **48,818 milliards**
- Autres dépenses d'investissement : **2,589 milliards**

La situation de l'exécution des dépenses en capital dont le Trésor Public est comptable assignataire est décrite dans l'annexe II b de la présente loi de règlement.

2. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Cette présente loi de règlement arrête les résultats des différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor. Il distingue ceux dont les opérations se poursuivent de ceux dont les soldes ne sont pas reportés.

Le tableau ci-après donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		Solde
	Recettes	Dépenses	
Comptes d'affectation spéciale	39 550 533 731	34 011 049 176	5 539 484 555
Comptes de Commerce	12 608 413	11 754 982	853 431
Comptes de prêts	2 054 947 148	2 254 978 132	-200 030 984
Comptes d'avances	5 297 409 869	11 586 128 869	-6 288 719 000
Comptes de garanties et d'aval		0	0
TOTAUX	46 915 499 161	47 863 911 159	-948 411 998

L'annexe III de la présente loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor et des comptes de trésorerie.

E. AFFECTATION DES RESULTATS ET TRANSFERT AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

La loi de règlement établit le résultat de l'année qui se présente comme suit :

Le budget général :

Un excédent des dépenses sur les recettes de l'ordre de **38 350 474 850 F CFA**.

Les comptes spéciaux du Trésor :

- un solde positif sur les comptes d'affectation spéciale non reportés de **122 129 885 francs**.

Les comptes de trésorerie :

- une perte nette de **873 185 757 de FCFA**.

En application des dispositions de l'article 36, alinéa 3 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, la présente loi propose le transfert au compte permanent des découverts du trésor :

- de l'excédent des dépenses sur les recettes du budget de la gestion 2003 pour un montant de **38 350 474 850 de francs** ;
- du solde créditeur de **122 129 885 de francs** des comptes d'affectation spéciale non reportés ;
- de la perte de **873 185 757 de francs** résultant de la gestion des opérations des comptes de trésorerie.

Telle est l'économie de la présente loi de règlement, soumis à votre approbation.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE 2004.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2004

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances pour l'année 2004. Il présente, sous forme synthétique, les résultats de l'exécution du budget général conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 qui dispose que "le projet annuel de loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année".

Il détermine aussi le résultat des opérations des comptes spéciaux du Trésor.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à - 38, 350 milliards de francs ; Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux est de -0,95 milliard.

Texte de l'article. Les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances de l'année 2004 sont arrêtés aux montants suivants retracés dans le tableau suivant :

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
A. BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes		Dépenses internes		
recettes fiscales	758 915 682 190	dette publique	191 596 920 022	
recettes non fiscales	47 843 065 021	personnel	218 928 932 902	
Recettes exceptionnelles	50 476 502 625	matériel et entretien	147 383 777 553	
Dons	21 683 071 203	transferts courants	370 658 499 160	
		autres dépenses	14 190 828 824	
transfert budget gén pour investmt	236 064 000 000	investissement	213 270 461 178	
emprunts	2 696 623 750			
Total recettes internes	1 117 678 944 789	Total dépenses internes	1 156 029 419 639	-38 350 474 850
A2 Recettes externes		Dépenses externes		
tirage dons et emprunt	0	Investissement sur tirage, dons et emprunts	0	
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	1 117 678 944 789	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	1 156 029 419 639	-38 350 474 850
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	46 915 499 161	DEPENSES	47 863 911 159	-948 411 998
TOTAL GENERAL RECETTES	1 164 594 443 950	TOTAL GENERAL DEPENSES (A+B)	1 203 893 330 798	-39 298 886 848

ARTICLE 2

RECETTES DU BUDGET GENERAL

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des recettes du budget général pour 2004.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **1 117,678 milliards de francs en 2004** ; compte non tenu des ressources extérieures pour lesquelles le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Les recettes fiscales ont été recouvrées jusqu'à concurrence de **758, 916 milliards en 2004**
Les recettes non fiscales s'élèvent à **47, 843 milliards de francs**.

Par ailleurs, les recettes incluent:

- **236,064 milliards** de la subvention versée au budget d'investissement ;
- **21,683 milliards** d'appuis budgétaires reçus des partenaires au développement ;
- **48,829 milliards** provenant des ressources issues de l'initiative PPTe ;
- **2,697 milliards** objet de l'emprunt FMI.

Texte de l'article : Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 2004 est de **1 117 678 944 789 FCFA**. La répartition globale de ce montant fait l'objet du tableau figurant à l'annexe I de la présente loi. Le tableau qui suit présente les recettes par natures.

Natures de recettes	Montants
recettes fiscales	758 915 682 190
recettes non fiscales	47 843 065 021
Subvention versée au budget d'investissement	236 064 000 000
Dons	21 683 071 203
Recettes exceptionnelles	50 476 502 625
Emprunts	2 696 623 750

ARTICLE 3

DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général de 2004.

Le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général s'établit, en 2004 à **942,758 milliards de francs**, ainsi réparti.

- titre I : **191, 597 milliards de francs**
- titre II : **218, 929 milliards de francs**
- titre III : **147,384 milliards de francs**
- titre IV: **370,658 milliards de francs**
- Dépenses ordinaires non ventilées: **14,190 milliards de francs**.

Texte de l'article : Le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général est arrêté à la somme de **942 758 958 461 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau.

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits disponibles en fin de gestion
Titre I Dette publique	191 596 920 022	71 596 920 022	
Titre II Dépenses de personnel	218 928 932 902	8 243 494 227	13 214 561 325
Titre III Dépenses de matériel et entretien	147 383 777 553	1 632 308 544	14 699 210 285
Titre IV Dépense de transfert [†]	370 658 499 160	11 823 105 000	19 048 687 545
Dépenses ordinaires non ventilées	14 190 828 824	14 190 828 824	
TOTAL	942 758 958 461	107 486 656 617	46 962 459 155

[†] Contient la subvention de 236,064 milliards du fonctionnement vers l'investissement.

La répartition par nature de dépenses et par pouvoir public et ministère est donnée par l'annexe II a de la présente loi.

Le présent article demande l'ouverture de **107,486 milliards** de francs de crédits complémentaires ainsi répartis :

- **71, 597 milliards** de francs sur le titre I,
- **8,243 milliards** de francs CFA sur le titre II,
- **1,632 milliards** de francs CFA sur le titre III,
- **11, 823 milliards** de francs sur le titre IV,
- **14,191 milliards** de francs pour les autres natures de dépenses.

Le même article demande également l'annulation de **46,962 milliards** de francs de crédits non consommés ainsi détaillés :

- **13,214 milliards** de francs sur le titre II ;
- **14,699 milliards** de francs sur le titre III ;
- **19,049 milliards** de francs sur le titre IV.

ARTICLE 4

DEPENSES EN CAPITAL DU BUDGET GENERAL

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2004 et d'ajuster les prévisions aux réalisations.

Les dépenses en capital du budget général sont arrêtées en fin de gestion 2004 à **213, 270 milliards** et se répartissent ainsi :

Titre V Investissements exécutés par l'Etat	161 862 994 025 FCFA
Titre VI Transferts en capital	48 818 227 696 FCFA
Dépenses en capital non ventilées	2 589 239 457 FCFA

Le présent article demande également l'annulation de **51,721 milliards** de crédits non consommés et l'ouverture de crédits complémentaires de **2,589 milliards de FCFA**.

Texte de l'article : Le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2004 est arrêté à la somme de **213 270 461 178 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont ajustés comme il est mentionné au même tableau :

NATURE DE LA DEPENSE	CREDITS DE LA GESTION	DEPENSES REALISEES	CREDITS A REPORTER SUR 2005	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
				Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits disponibles en fin de gestion
Investissements exécutés par l'Etat	228 107 804 504	161 862 994 025	14 051 544 340		52 193 266 139
Transferts en capital	68 116 314 774	48 818 227 696	4 137 450 000		15 160 637 078
sous total (1)	296 224 119 278	210 681 221 721	18 188 994 340	0	67 353 903 217
Dépenses en capital non ventilées (2)		2 589 239 457		2 589 239 457	
sous total 3 = (1+ 2)	296 224 119 278	213 270 461 178	18 188 994 340	2 589 239 457	67 353 903 217
Crédits reportés sur 2005 (4)					15 632 360 200
Total crédits à annuler 5 = (3 - 4)					51 721 543 017

La répartition par ministère est donnée par l'annexe II 2 de la présente loi.

II- ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

ARTICLE 5**RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2004**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter, compte tenu des montants des recettes et des dépenses fixées aux articles 2, 3 et 4, le solde du budget général de l'année 2004. L'excédent des dépenses sur les recettes est arrêté par le présent article à **38, 350 milliards** de francs.

Texte de l'article : Le résultat du budget général de l'année 2004 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 1 117 678 944 789 francs
- dépenses : 1 156 029 419 639 francs
- excédent des dépenses sur les recettes: **38 350 474 850 francs.**

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes 1 et 2** à la présente loi.

ARTICLE 6**RESULTATS DES COMPTES SPECIAUX DONT LES SOLDES SONT REPORTEES**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article fixe les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes ont fait l'objet de report à la clôture de la gestion **(I)** et arrête leurs soldes cumulés au 31 décembre 2004 **(II)**.

Les recettes de ces comptes se sont élevées à **45,907 milliards** de francs. Les dépenses sont arrêtées à **46, 977 milliards** de francs ; soit un solde négatif de l'année de **1,07 milliard**.

Le détail, par compte spécial est indiqué dans le développement des opérations constatées aux comptes spéciaux du Trésor inclus au compte général de l'Administration des finances.

Texte de l'article

i- Les résultats des opérations de l'année 2004, des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes sont reportés sur la gestion 2005, ont été arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après.

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		Solde de l'année
	Recettes	Dépenses	
Fonds national de retraite	38 541 775 874	33 124 421 204	5 417 354 670
Comptes de Commerce	12 608 413	11 754 982	853 431
Comptes de prêts	2 054 947 148	2 254 978 132	-200 030 984
Comptes d'avances	5 297 409 869	11 586 128 869	-6 288 719 000
Comptes de garanties et d'aval	0	0	0
TOTAUX	45 906 741 304	46 977 283 187	-1 070 541 883

ii - Les soldes cumulés des comptes spéciaux du Trésor reportés en 2005 sont arrêtés, au 31 décembre 2004, aux montants mentionnés dans le tableau ci-après et détaillés par compte

conformément à l'annexe III. Ces soldes sont reportés sur la gestion 2005 à l'exception des soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale mentionnés à l'article 7.

Compte spécial	Balance d'entrée Au 01/01/2004		Opérations		Balance de sortie Au 31/12/2004	
	Débets	Crédits	Débets	Crédits	Débets	Crédits
Fonds national de retraite	-	8 957 006 724	33 124 421 204	38 541 775 874	-	14 374 361 394
Comptes de commerce	-	4 428 006	11 754 982	12 608 413	-	5 281 437
Compte de prêts	1 000 000 000	954 850 278	2 254 978 132	2 054 947 148	1 200 000 000	954 819 294
Comptes d'Avances	3 709 028 402	0	11 586 128 869	5 297 409 869	9 997 747 402	0
Comptes de garantie et d'avaux	1 686 625 220	0	0	0	1 686 625 220	0
TOTAL GENERAL	6 395 653 622	9 916 285 008	46 977 283 187	45 906 741 304	12 884 372 622	15 334 462 125

ARTICLE 7

RESULTATS DES COMPTES SPECIAUX DONT LES SOLDES NE SONT PAS REPORTEES

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article constate et arrête les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes n'ont pas fait l'objet de report à la clôture de la gestion (I). Pour cette gestion, il s'agit essentiellement des soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale autres que le Fonds national de retraite.

Les recettes de ces comptes se sont élevées à **1,008 milliard** de francs alors que Les dépenses se sont élevées à **886,627 millions** de francs d'où un profit de **122,129 millions**.

Texte de l'article

Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes ne sont pas reportés en 2005 ont été arrêtés au 31 décembre 2004 aux montants mentionnés dans le tableau ci-après.

COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		
	Recettes	Dépenses	Solde
Frais de contrôle des organismes des entreprises publiques	299 373 015	294 080 374	5 292 641
Caisse d'encouragement à la pêche	588 350 598	588 135 628	214 970
Fonds de lutte contre l'incendie	121 034 244	4 411 970	116 622 274
TOTAL	1 008 757 857	886 627 972	122 129 885

REMARQUES :

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois des finances, le solde de chaque compte spécial est reporté d'année en année.

Toutefois, les soldes des comptes d'affectation spéciale non reportés ne sont pas repris en balance d'entrée. Il est proposé au Parlement de transférer ces soldes au compte permanent de découverts du Trésor.

En application de l'article 36, de la loi organique, les pertes et profits enregistrés dans l'exécution des comptes spéciaux sont transférés au compte permanent des découverts du Trésor. Il est donc proposé au Parlement d'autoriser le transfert au compte permanent des découverts de ces différents montants.

ARTICLE 8

AJUSTEMENT DES PREVISIONS AUX REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'ajuster les prévisions budgétaires aux réalisations des comptes spéciaux du Trésor.

Texte de l'article : Les prévisions des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2004 sont ajustées conformément au tableau suivant :

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
	Crédits	Dépenses	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	30 370 000 000	34 133 179 061	3 763 179 061	
Comptes de Commerce	175 000 000	11 754 982		163 245 018
Comptes de prêts	4 250 000 000	2 254 978 132		1 995 021 868
Comptes d'avances	1 700 000 000	11 436 128 869	9 736 128 869	
Comptes de garanties et d'aval	3 500 000 000	0		3 500 000 000
TOTAUX	39 995 000 000	47 836 041 044	13 499 307 930	5 658 266 886

ARTICLE 9**PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

EXPOSE DES MOTIFS : Les opérations de pertes et profits qui font l'objet du présent article sont retracées dans le compte général de l'administration des Finances pour l'année 2004. En vertu de l'article 36 de la loi organique relative aux lois de finances qui dispose que le résultat de l'année comprend notamment "les profits ou pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie dans les conditions prévues par le règlement de la comptabilité" il est proposé d'autoriser le transfert de ces pertes sur opérations de trésorerie au compte permanent des découverts du Trésor pour un montant total de **873 185 757 francs CFA**.

Texte de l'article : Les pertes et profits sur opérations de trésorerie sont arrêtés au 31 décembre 2004 à la somme nette de **873 185 757** détaillée dans le tableau ci-après :

OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Intérêts sur dépôts de particuliers	633 300 638		633 300 638	
Remises aux débiteurs de timbres	25 534 218	0	25 534 218	
frais de poursuite	134 085 587		134 085 587	
commissions diverses	72 672 985		72 672 985	
Frais divers Trésor	7 592 629	0	7 592 629	
TOTAUX	873 185 757	0	873 185 757	0

ARTICLE 10**TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2004
AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

EXPOSE DES MOTIFS : Conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique N°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor.

Le paragraphe **i** porte au débit du compte permanent des découverts du Trésor, les montants représentant l'excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 2004 et les pertes sur opérations de trésorerie.

Le paragraphe **ii** porte au crédit du compte permanent des découverts du Trésor, les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale non reportés en 2004

Texte de l'article :

i. Le résultat du budget général mentionné à l'article 5 et les pertes sur opérations de trésorerie mentionnés à l'article 9 sont transférés au débit du compte permanent des découverts du Trésor :

- excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 2004 : **38 350 474 850 FCFA**
- pertes sur opérations de trésorerie au 31 décembre 2004 : **873 185 757 FCFA**

ii - les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale non reportés, mentionnés à l'article 7 sont transférés au crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

- soldes créditeurs des comptes spéciaux non reportés en 2004: **122 129 885 FCFA**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLÉE NATIONALE

XI^{ÈME} LEGISLATURE

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2010-2011

RAPPORT

FAIT AU NOM DE

**LA COMMISSION DE L'ECONOMIE GENERALE, DES
FINANCES, DU PLAN ET DE LA COOPERATION
ECONOMIQUE**

SUR

**LE PROJET DE LOI N°24/2010 PORTANT LOI DE
RÈGLEMENT DE LA GESTION 2004**

PAR

M. SEYDOU DIOUF

RAPPORTEUR

Monsieur le Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Madame, Monsieur les Ministres,

Chers Collègues,

La Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le vendredi 04 février 2011, sous la présidence de Monsieur Aly LO, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 24/2010 portant loi de règlement de la gestion 2004.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et Monsieur Abdoulaye DIOP Ministre délégué, chargé du Budget, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Ouvrant la séance, Monsieur le Président de la Commission a souhaité la bienvenue à Monsieur le Ministre d'Etat et à toute l'équipe qui l'accompagne.

Invité à prendre la parole, Monsieur le Ministre d'Etat a présenté le projet en structurant son propos autour du contexte de l'exécution de la loi de finances 2004 et des résultats auxquels elle est parvenue.

1- Le contexte

Le projet de loi de règlement en examen rend compte de l'exécution des lois de finances suivantes :

- Loi n°2003-37 du 26 décembre 2003 portant loi de finances de l'année 2004.
- Loi n°2004-33 du 05 novembre 2004 portant loi de finances rectificative pour l'année 2004.

Le budget de l'année 2004 a été élaboré et exécuté dans un contexte marqué par la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), qui constitue le cadre global du Programme de croissance et de réduction de la pauvreté. Il s'est bâti à partir du cadrage macro-économique 2003-2005 qui sous-tend le Programme triennal de politiques économiques et financières.

Conformément aux engagements pris par le Gouvernement, les secteurs sociaux sont demeurés prioritaires dans l'allocation des ressources budgétaires. Ainsi, l'Education et la Santé ont vu leur part dans le budget augmenter, conformément aux objectifs du DSRP. Il faut également noter qu'il a été tenu compte de l'incidence de l'indemnisation des familles des victimes du "Joola" et de l'affrètement de navires pour la liaison maritime Dakar-Ziguinchor, pour un total de 15 milliards, du démarrage du programme spécial de recrutement dans la Fonction publique, de la participation de l'équipe nationale de football à la CAN 2004, entre autres.

Au plan fiscal, Le budget 2004 a été caractérisé par d'importantes réformes avec la simplification des procédures pour promouvoir l'investissement privé, la compétitivité, le développement des entreprises et la création d'emplois.

Au total, le budget général a été exécuté ainsi qu'il suit :

- Recettes : **1117, 7 milliards** (hors ressources extérieures).
- Dépenses : **1156 milliards** (hors dépenses financées sur ressources extérieures).

2- Résultats de l'exécution

2-1 Les recettes

Comme faits marquants en 2004, il est à noter l'instauration de la contribution globale unique (CGU) et la simplification des procédures fiscales.

Les réalisations des recettes intérieures se chiffrent à **1117,678 milliards** de francs. Hors dotations internes, elles s'établissent à **881,6 milliards** et enregistrent une plus-value de **23,2 milliards FCFA** par rapport aux prévisions arrêtées à **858,4 milliards**, soit un taux de recouvrement de **102,7%**.

Par rapport à l'exécution du budget 2003, on note une hausse des recouvrements de ces recettes de **73,98 milliards** en valeur absolue et de **9,2 %** en valeur relative. Cette hausse s'explique par le renforcement du dispositif de recouvrement.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **758,9 milliards**. En comparaison aux prévisions qui étaient de l'ordre de **753,7 milliards**, le taux d'exécution est de **100,69%**, soit une plus-value de **5,2 milliards**. Par rapport à l'année 2003, on note une hausse de **66,658 milliards** en valeur absolue soit **9,6%**.

L'analyse approfondie de ces résultats montre des évolutions différenciées selon les types de recettes budgétaires.

Par ailleurs, les recettes non fiscales ont, également, connu un niveau de recouvrement très satisfaisant avec des réalisations de **47,843 milliards** sur une prévision de **40,7 milliards**, soit une plus-value de **7,143 milliards** en valeur absolue et un taux de réalisation de **117,5 %**. Cette plus-value provient essentiellement des produits des accords de pêche et des dividendes de l'Etat tirées principalement des actions détenues dans le capital de la SONATEL.

2-2 Les dépenses du budget général :

Les dépenses ordinaires

Elles ont été exécutées à hauteur de **706,695 milliards** de FCFA, pour une prévision de **646,171 milliards**, soit un taux de **109,4 %**.

Par rapport à la gestion 2003, on note une augmentation de **55,986 milliards**, en valeur absolue et **8,6 %** en valeur relative.

Ces dépenses se caractérisent par :

- Le règlement de la dette à hauteur de **191,597 milliards** pour une prévision de **120 milliards**, soit un taux d'exécution de **159,7%**. Par rapport à la gestion 2003, on note une augmentation de **24,332 milliards** de francs CFA, soit **14,5 %**.
- Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **218,929 milliards**, soit **97,78 %**. Comparé à la gestion 2003, on note une hausse de **15,391 milliards**, soit **7,6 %**.
- Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées au montant de **161,575 milliards**, soit un taux d'exécution de **101%**. En glissement annuel, on note une hausse de **14,287 milliards**.
- Les dépenses de transfert hors dotations internes se sont élevées à **134,594 milliards**, soit un taux d'exécution de **95%**. En glissement annuel, on note une augmentation de **1,975**

milliards. Si l'on tient compte de la dotation interne, ces dépenses se chiffrent à **370,658 milliards de francs**.

Les dépenses en capital

Les dépenses d'investissements sur ressources internes ont été exécutées à **213,270 milliards de francs** sur des crédits de la gestion d'un montant de **296,224 milliards**, soit un taux d'exécution de **72%**.

En glissement annuel, on note une augmentation de **20,97 milliards** en valeur absolue et **10,9%** en valeur relative.

L'exécution des dépenses en capital se décompose ainsi qu'il suit :

- Dépenses d'investissement : **164, 451 milliards**
- Transfert en capital : **48, 818 milliards**

3. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les résultats des différentes catégories de comptes sont retracés ainsi que leurs soldes qui se présentent comme suit : **5 539 484 555 F CFA** pour les comptes d'affectations spéciales, **853 431 F CFA** pour les comptes de commerce, **200 030 984 F CFA** pour les comptes de prêts et **6 288 719 000 F CFA** pour les comptes d'avances.

A l'issue de cette présentation, Monsieur le Ministre d'Etat a conclu son propos en sollicitant, au nom du Gouvernement, la validation, par l'Assemblée nationale, des résultats de la gestion 2004.

A la suite de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires sont revenus sur certains détails du projet pour formuler des suggestions ou des préoccupations.

Ils ont, ainsi, salué la progression nette des dépenses d'investissement de l'ordre de 26% par rapport à 2003. A cet égard, ils ont particulièrement apprécié le volume des investissements sur ressources internes dont le taux de 28%, se situe au-delà des 20% fixé par l'UEMOA. De même, ils ont noté que la proportion des dépenses de personnel, établie à 29%, reste en deçà du plafond communautaire (35%).

Sur un autre chapitre, ils ont noté et apprécié la concordance établie par la Cour des Comptes entre le Compte Général de l'Administration des finances et les comptes individuels des comptaibles principaux.

Ils ont, en outre, salué l'engagement précédemment pris par Monsieur le Ministre d'Etat de produire dorénavant le compte administratif de l'ordonnateur dont l'absence empêche à la Cour de déclarer la conformité de la comptabilité.

Par ailleurs, certains Commissaires sont revenus sur l'enveloppe financière consacrée à l'énergie et à la santé au cours de cette gestion 2004. D'autres ont souhaité avoir des éclaircissements sur la baisse annoncée des prix des denrées alimentaires de première nécessité.

Sur un autre plan, vos Commissaires ont suggéré que les sociétés concessionnaires comme la SENELEC, la SONATEL ou la SDE s'acquittent des taxes sur l'occupation du domaine public, taxes qui, à l'heure actuelle ne sont pas versées au prétexte des difficultés d'identification de réseau.

Reprenant la parole, Monsieur le Ministre d'Etat a d'abord remercié vos Commissaires pour les propos tenus à son endroit ainsi qu'à celui de ses collaborateurs. Il s'est ensuite réjoui de la qualité de leurs interventions, avant d'apporter des réponses à leurs différentes préoccupations.

Relativement aux enveloppes financières des secteurs de l'énergie, de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, il a donné la répartition des crédits comme suit :

- pour le secteur de l'énergie, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 851,9 millions et les investissements à 8,190 milliards ;
- pour le secteur de la santé, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 35,06 milliards et les investissements à 7,796 milliards ;
- pour le secteur de l'agriculture, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 9,250 milliards et les investissements à 35,072 milliards ;
- pour le secteur de l'éducation les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 158,989 milliards et les dépenses d'investissement à 16,758 milliards.

Concernant les informations détaillées entre ressources internes et ressources externes, Monsieur le Ministre d'Etat s'est engagé à les fournir à vos Commissaires.

Relativement aux mesures que le Gouvernement vient de prendre dans le domaine alimentaire, les préoccupations concernent la protection des populations contre les spéculateurs qui pourraient profiter de la conjoncture internationale pour augmenter, de manière inconsidérée, les prix des denrées de première nécessité.

C'est pourquoi, a-t-il dit, le Ministre chargé du Commerce avait été instruit pour déterminer les prix par voie administrative, conformément à la loi. Il pourrait reconduire les mêmes mesures administratives au bout de 2 à 3 mois, mais ne pourrait pas le faire indéfiniment, a ajouté Monsieur le Ministre d'Etat. En la matière, un appel au patriotisme est nécessaire pour que chacun contribue à créer les conditions permettant d'éviter une augmentation généralisée des prix.

Relativement au recouvrement des taxes dues par les concessionnaires, Monsieur le Ministre d'Etat a affirmé que le Trésor contribuera à la mise en œuvre de tout mécanisme utile à la mobilisation des recettes fiscales et des taxes communales.

Satisfaits des réponses apportées par Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont adopté, à la majorité, le projet de loi n°24/2010 portant loi de règlement de la gestion 2004. Ils vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève de votre part, aucune objection majeure.





REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

XI^{ÈME} LÉGISLATURE

N°07/2011

Loi portant loi de règlement de la gestion 2004

= - = - = - = - = - = - =

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a
adopté, en sa séance du mercredi 23 février
2011, la loi provisoire dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER**RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2004**

Les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances de l'année 2004 sont arrêtés aux montants suivants retracés dans le tableau suivant :

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
A. BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes		Dépenses internes		
recettes fiscales	758 915 682 190	dette publique	191 596 920 022	
recettes non fiscales	47 843 065 021	personnel	218 928 932 902	
Recettes exceptionnelles	50 476 502 625	matériel et entretien	147 383 777 553	
Dons	21 683 071 203	transferts courants	370 658 499 160	
		autres dépenses	14 190 828 824	
transfert budget gén pour investmt	236 064 000 000	investissement	213 270 461 178	
emprunts	2 696 623 750			
Total recettes internes	1 117 678 944 789	Total dépenses internes	1 156 029 419 639	-38 350 474 850
A2 Recettes externes		Dépenses externes		
tirage dons et emprunt	0	Investissement sur tirage, dons et emprunts	0	
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	1 117 678 944 789	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	1 156 029 419 639	-38 350 474 850
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	46 915 499 161	DEPENSES	47 863 911 159	-948 411 998
TOTAL GENERAL RECETTES	1 164 594 443 950	TOTAL GENERAL DEPENSES (A+B)	1 203 893 330 798	-39 298 886 848

ARTICLE 2**RECETTES DU BUDGET GENERAL**

Le montant définitif des recettes du budget général de l'année 2004 est de **1 117 678 944 789 FCFA**. La répartition globale de ce montant fait l'objet du tableau figurant à l'annexe I de la présente loi. Le tableau qui suit présente les recettes par natures.

Natures de recettes	Montants
recettes fiscales	758 915 682 190
recettes non fiscales	47 843 065 021
Subvention versée au budget d'investissement	236 064 000 000
Dons	21 683 071 203
Recettes exceptionnelles	50 476 502 625
emprunts	2 696 623 750

ARTICLE 3**DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL**

Le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général est arrêté à la somme de **942 758 958 461 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau.

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits disponibles en fin de gestion
Titre I Dette publique	191 596 920 022	71 596 920 022	
Titre II Dépenses de personnel	218 928 932 902	8 243 494 227	13 214 561 325
Titre III Dépenses de matériel et entretien	147 383 777 553	1 632 308 544	14 699 210 285
Titre IV Dépense de transfert [†]	370 658 499 160	11 823 105 000	19 048 687 545
Dépenses ordinaires non ventilées	14 190 828 824	14 190 828 824	
TOTAL	942 758 958 461	107 486 656 617	46 962 459 155

La répartition par nature de dépenses et par pouvoir public et ministère est donnée par l'annexe II a de la présente loi.

Le présent article demande l'ouverture de **107,486 milliards** de francs de crédits complémentaires ainsi répartis :

- **71,597 milliards** de francs sur le titre I,
- **8,243 milliards** de francs CFA sur le titre II,
- **1,632 milliards** de francs CFA sur le titre III,
- **11,823 milliards** de francs sur le titre IV,
- **14,191 milliards** de francs pour les dépenses ordinaires non ventilées.

Le même article demande également l'annulation de **46,962 milliards** de francs de crédits non consommés ainsi détaillés :

- **13,214 milliards** de francs sur le titre II ;
- **14,699 milliards** de francs sur le titre III ;
- **19,049 milliards** de francs sur le titre IV.

ARTICLE 4**DEPENSES EN CAPITAL DU BUDGET GENERAL**

Le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2004 est arrêté à la somme de **213 270 461 178 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont ajustés comme il est mentionné au même tableau :

NATURE DE LA DEPENSE	CREDITS DE LA GESTION	DEPENSES REALISEES	CREDITS A REPORTER SUR 2005	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
				Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits disponibles en fin de gestion
Investissements exécutés par l'Etat	228 107 804 504	161 862 994 025	14 051 544 340		52 193 266 139
Transferts en capital	68 116 314 774	48 818 227 696	4 137 450 000		15 160 637 078
sous total (1)	296 224 119 278	210 681 221 721	18 188 994 340	0	67 353 903 217
Dépenses en capital non ventilées (2)		2 589 239 457		2 589 239 457	
sous total 3 = (1+ 2)	296 224 119 278	213 270 461 178	18 188 994 340	2 589 239 457	67 353 903 217
Crédits reportés sur 2005 (4)					15 632 360 200
Total crédits à annuler 5 = (3 - 4)					51 721 543 017

[†] Contient la subvention de 236,064 milliards du fonctionnement vers l'investissement.

La répartition par ministère est donnée par l'annexe II 2 de la présente loi.

II- ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

ARTICLE 5

RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2004

Le résultat du budget général de l'année 2004 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 1 117 678 944 789 francs
- dépenses : 1 156 029 419 639 francs
- excédent des dépenses sur les recettes: **38 350 474 850 francs.**

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes** 1 et 2 à la présente loi.

ARTICLE 6

RESULTATS DES COMPTES SPECIAUX DONT LES SOLDES SONT REPORTEES

i - Les résultats des opérations de l'année 2004, des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes sont reportés sur la gestion 2005, ont été arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après.

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		Solde de l'année
	Recettes	Dépenses	
Fonds national de retraite	38 541 775 874	33 124 421 204	5 417 354 670
Comptes de Commerce	12 608 413	11 754 982	853 431
Comptes de prêts	2 054 947 148	2 254 978 132	-200 030 984
Comptes d'avances	5 297 409 869	11 586 128 869	-6 288 719 000
Comptes de garanties et d'aval	0	0	0
TOTAUX	45 906 741 304	46 977 283 187	-1 070 541 883

ii- Les soldes cumulés des comptes spéciaux du Trésor reportés en 2005 sont arrêtés, au 31 décembre 2004, aux montants mentionnés dans le tableau ci-après et détaillés par compte conformément à l'annexe III. Ces soldes sont reportés sur la gestion 2005 à l'exception des soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale mentionnés à l'article 7.

Compte spécial	Balance d'entrée Au 01/01/2004		Opérations		Balance de sortie Au 31/12/2004	
	Débets	Crédits	Débets	Crédits	Débets	Crédits
Fonds national de retraite	-	8 957 006 724	33 124 421 204	38 541 775 874	-	14 374 361 394
Comptes de commerce	-	4 428 006	11 754 982	12 608 413	-	5 281 437
Compte de prêts	1 000 000 000	954 850 278	2 254 978 132	2 054 947 148	1 200 000 000	954 819 294
Comptes d'Avances	3 709 028 402	0	11 586 128 869	5 297 409 869	9 997 747 402	0
Comptes de garantie et d'aval	1 686 625 220	0	0	0	1 686 625 220	0
TOTAL GENERAL	6 395 653 622	9 916 285 008	46 977 283 187	45 906 741 304	12 884 372 622	15 334 462 125

ARTICLE 7**RESULTATS DES COMPTES SPECIAUX DONT LES SOLDES NE SONT PAS REPORTEES**

Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les soldes ne sont pas reportés en 2005 ont été arrêtés au 31 décembre 2004 aux montants mentionnés dans le tableau ci-après.

COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		
	Recettes	Dépenses	Solde
Frais de contrôle des organismes des entreprises publiques	299 373 015	294 080 374	5 292 641
Caisse d'encouragement à la pêche	588 350 598	588 135 628	214 970
Fonds de lutte contre l'incendie	121 034 244	4 411 970	116 622 274
TOTAL	1 008 757 857	886 627 972	122 129 885

ARTICLE 8**AJUSTEMENT DES PREVISIONS AUX REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

Les prévisions des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2004 sont ajustées conformément au tableau suivant :

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2004		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
	Crédits	Dépenses	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits disponibles en fin de gestion
Comptes d'affectation spéciale	30 370 000 000	34 133 179 061	3 763 179 061	
Comptes de Commerce	175 000 000	11 754 982		163 245 018
Comptes de prêts	4 250 000 000	2 254 978 132		1 995 021 868
Comptes d'avances	1 700 000 000	11 436 128 869	9 736 128 869	
Comptes de garanties et d'aval	3 500 000 000	0		3 500 000 000
TOTAUX	39 995 000 000	47 836 041 044	13 499 307 930	5 658 266 886

ARTICLE 9**PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

Les pertes et profits sur opérations de trésorerie sont arrêtés au 31 décembre 2004 à la somme nette de **873 185 757** francs détaillée dans le tableau ci-après :

OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Intérêts sur dépôts de particuliers	633 300 638		633 300 638	
Remises aux débiteurs de timbres	25 534 218	0	25 534 218	
frais de poursuite	134 085 587		134 085 587	
commissions diverses	72 672 985		72 672 985	
Frais divers Trésor	7 592 629	0	7 592 629	
TOTAUX	873 185 757	0	873 185 757	0

ARTICLE 10**TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2004
AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

i - Le résultat du budget général mentionné à l'article 5 et les pertes sur opérations de trésorerie mentionnés à l'article 9 sont transférés au débit du compte permanent des découverts du Trésor :

- excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 2004 : **38 350 474 850 FCFA**
- pertes sur opérations de trésorerie au 31 décembre 2004 : **873 185 757 FCFA**

ii - les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale non reportés, mentionnés à l'article 7 sont transférés au crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

- soldes créditeurs des comptes spéciaux non reportés en 2004: **122 129 885 FCFA**

Dakar, le 23 février 2011

Le Président de séance



Aïssatou MBODJ



ANNEXES DE LA LOI DE REGLEMENT DE L'ANNEE 2004

ANNEXE 1

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ANNEE 2004

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2004

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECouvreMENTS
0 71	RECETTES FISCALES				
0 711	Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	83 000 000 000	5 000 000 000	88 000 000 000	96 748 143 588
0 711 01	Impôts sur les sociétés	69 000 000 000	5 000 000 000	74 000 000 000	64 931 851 461
0 711 01 01	Impôts sur les sociétés	69 000 000 000	5 000 000 000	74 000 000 000	64 931 851 461
0 711 01 02	Impôts minimum forfaitaire	0			
0 711 02	Impôts sur le revenu	13 000 000 000			
0 711 02 01	Impôts sur le revenu des pers physiques	0			
0 711 02 02	Impôts sur le revenu des capitaux	13 000 000 000			
0 711 02 99	Autres impôts sur le revenu	0			
0 711 03	Impôts sur plus value de cession	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 318 251 707
0 711 03 01	Taxe sur plus value de cession immobilière	1 000 000 000		1 000 000 000	1 318 251 707
0 712	Impôt sur les salaires et autres rémunérations	91 500 000 000	0	91 500 000 000	83 354 400 488
0 712 01	Impôts sur revenu, salaires pensions et R viagères	83 000 000 000		83 000 000 000	74 843 381 274
0 712 02	Contribution forfaitaire à charge de l'employeur	8 500 000 000		8 500 000 000	8 511 013 214
0 713	Impôts sur le patrimoine	0	0	0	0
0 713 01	Droits de mutations	0	0	0	0
0 713 02	Droits d'hypothèque et conservation foncière	0	0	0	1 300 435 091
0 713 03	Droit de bail	0	0	0	651 741 604
0 714	Autres impôts directs	200 000 000	0	200 000 000	326 080 150
0 714 01	Contribution globale unique	200 000 000		200 000 000	317 139 904
0 714 99	Autres impôts directs	0	0	0	8 940 246
	Total Impôts directs (711+712+713+714)	174 700 000 000	5 000 000 000	179 700 000 000	180 428 624 226
0 715	Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	409 500 000 000	0	409 500 000 000	423 179 777 832
0 715 01	Taxe sur la consommation intérieure	70 500 000 000	0	70 500 000 000	82 506 789 799
0 715 01 01	Taxe sur les tabacs	8 000 000 000		8 000 000 000	7 308 303 183
0 715 01 02	Taxe sur les corps gras	3 000 000 000		3 000 000 000	3 447 240 263
0 715 01 03	Taxe sur les boissons gazeuses	400 000 000		400 000 000	1 637 566 855
0 715 01 04	Taxe sur les noix de coïas	600 000 000		600 000 000	432 251 428
0 715 01 05	Taxe sur le thé	300 000 000		300 000 000	152 536 516
0 715 01 06	Taxe sur le café	200 000 000		200 000 000	428 249 782
0 715 01 07	Taxes sur les produits pétroliers	55 000 000 000		55 000 000 000	66 170 604 352

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2004

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOUVREMENTS
0 715 01 08	Taxe sur le ciment	0		0	3 603 983
0 715 01 09	Taxe sur les jeux	0		0	209 542 903
0 715 01 10	Taxe sur les alcools	3 000 000 000		3 000 000 000	2 716 890 534
0 715 02	Taxe sur la valeur ajoutée	304 800 000 000	0	304 800 000 000	309 764 415 030
0 715 02 01	Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	151 800 000 000		151 800 000 000	152 821 770 636
0 715 02 02	TVA à l'importation	153 000 000 000		153 000 000 000	156 942 644 394
0 715 03	Taxe d'égalisation	11 000 000 000		11 000 000 000	8 245 801 567
0 715 04	Taxe sur les opérations bancaires	15 200 000 000		15 200 000 000	15 538 301 220
	Total TVA, TE et TOB	331 000 000 000	0	331 000 000 000	333 548 517 817
0 715 05	Taxes sur les conventions d'assurances	3 800 000 000		3 800 000 000	3 597 931 582
0 715 06	Taxes sur les véhicules	4 200 000 000		4 200 000 000	3 526 538 634
0 715 06 01	Taxes sur les véhicules à moteurs	3 600 000 000		3 600 000 000	
0 715 06 02	Taxes sur les voitures particulières	600 000 000		600 000 000	
0 716	Droit de timbre et d'enregistrement	29 500 000 000		29 500 000 000	23 405 202 860
0 716 01	Droit de timbre	12 200 000 000		12 200 000 000	10 525 845 988
0 716 02	Droit d'enregistrement autre que sur le patrimoine	17 300 000 000		17 300 000 000	12 879 356 872
0 717	Droits et taxes à l'importation	135 000 000 000		135 000 000 000	115 747 459 977
0 717 01	Droits de douane	120 000 000 000		120 000 000 000	96 250 778 121
0 717 02	Redevances statistiques	15 000 000 000		15 000 000 000	12 590 861 799
0 717 03	Taxe parafiscale sur les tissus				192 036 668
0 717 04	Intérêts de retard				132 735 041
0 717 05	Produits industriels non agréés (UEMOA)				103 278 572
0 717 06	Taxe conjoncturelle importation sur le sucre				2 200 413 689
0 717 99	Autres droits à l'importation				4 277 356 087
0 719	Autres recettes fiscales	0		0	4 240 031 802
0 719 01	Reversements compensatoires	0		0	2 958 487 745
0 719 99	Autres recettes fiscales	0		0	1 281 544 057
	Total impôts indirects (715+716+717+719)	574 000 000 000	0	574 000 000 000	566 572 472 471
	TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	748 700 000 000	5 000 000 000	753 700 000 000	758 915 682 190

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ANNEE

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOURS
0 71	RECETTES FISCALES				
0 711	Impôts sur revenu, bénéfices et gains en capital	83 000 000 000	5 000 000 000	88 000 000 000	96 748 143 588
0 711 01	Impôts sur les sociétés	69 000 000 000	5 000 000 000	74 000 000 000	64 931 851 461
0 711 01 01	Impôts sur les sociétés	69 000 000 000	5 000 000 000	74 000 000 000	64 931 851 461
0 711 01 02	Impôts minimum forfaitaire	0			
0 711 02	Impôts sur le revenu	13 000 000 000			
0 711 02 01	Impôts sur le revenu des pers physiques	0			
0 711 02 02	Impôts sur le revenu des capitaux	13 000 000 000			
0 711 02 99	Autres impôts sur le revenu	0			
0 711 03	Impôts sur plus value de cession	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 318 251 707
0 711 03 01	Taxe sur plus value de cession immobilière	1 000 000 000		1 000 000 000	1 318 251 707
0 712	Impôt sur les salaires et autres rémunérations	91 500 000 000	0	91 500 000 000	83 354 400 488
0 712 01	Impôts sur revenu, salaires pensions et R viagères	83 000 000 000		83 000 000 000	74 843 387 274
0 712 02	Contribution forfaitaire à charge de l'employeur	8 500 000 000		8 500 000 000	8 511 013 214
0 713	Impôts sur le patrimoine	0	0	0	0
0 713 01	Droits de mutations	0	0	0	0
0 713 02	Droits d'hypothèque et conservation foncière	0	0	0	1 300 435 091
0 713 03	Droit de bail	0	0	0	651 741 604
0 714	Autres impôts directs	200 000 000	0	200 000 000	326 080 150
0 714 01	Contribution globale unique	200 000 000		200 000 000	317 139 904
0 714 99	Autres impôts directs	0	0	0	8 940 246
	Total Impôts directs (711+712+713+714)	174 700 000 000	5 000 000 000	179 700 000 000	180 428 624 226
0 715	Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	409 500 000 000	0	409 500 000 000	423 179 777 832
0 715 01	Taxe sur la consommation intérieure	70 500 000 000	0	70 500 000 000	82 506 789 799
0 715 01 01	Taxe sur les tabacs	8 000 000 000		8 000 000 000	7 308 303 183
0 715 01 02	Taxe sur les corps gras	3 000 000 000		3 000 000 000	3 447 240 263
0 715 01 03	Taxe sur les boissons gazeuses	400 000 000		400 000 000	1 637 566 855
0 715 01 04	Taxe sur les noix de colas	600 000 000		600 000 000	432 251 428
0 715 01 05	Taxe sur le thé	300 000 000		300 000 000	152 536 516
0 715 01 06	Taxe sur le café	200 000 000		200 000 000	428 249 782
0 715 01 07	Taxes sur les produits pétroliers	55 000 000 000		55 000 000 000	66 170 604 352

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOURVEMENTS
0 715 01 08	Taxe sur le ciment	0		0	3 603 983
0 715 01 09	Taxe sur les jeux	0		0	209 542 903
0 715 01 10	Taxe sur les alcools	3 000 000 000		3 000 000 000	2 716 890 534
0 715 02	Taxe sur la valeur ajoutée	304 800 000 000	0	304 800 000 000	309 764 415 030
0 715 02 01	Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	151 800 000 000		151 800 000 000	152 821 770 636
0 715 02 02	TVA à l'importation	153 000 000 000		153 000 000 000	156 942 644 394
0 715 03	Taxe d'égalisation	11 000 000 000		11 000 000 000	8 245 801 567
0 715 04	Taxe sur les opérations bancaires	15 200 000 000		15 200 000 000	15 538 301 220
	Total TVA, TE et TOB	331 000 000 000	0	331 000 000 000	333 548 517 817
0 715 05	Taxes sur les conventions d'assurances	3 800 000 000		3 800 000 000	3 597 931 582
0 715 06	Taxes sur les véhicules	4 200 000 000		4 200 000 000	3 526 538 634
0 715 06 01	Taxes sur les véhicules à moteurs	3 600 000 000		3 600 000 000	
0 715 06 02	Taxes sur les voitures particulières	600 000 000		600 000 000	
0 716	Droit de timbre et d'enregistrement	29 500 000 000		29 500 000 000	23 405 202 860
0 716 01	Droit de timbre	12 200 000 000		12 200 000 000	10 525 845 988
0 716 02	Droit d'enregistrement autre que sur le patrimoine	17 300 000 000		17 300 000 000	12 879 356 872
0 717	Droits et taxes à l'importation	135 000 000 000		135 000 000 000	115 747 459 977
0 717 01	Droits de douane	120 000 000 000		120 000 000 000	96 250 778 121
0 717 02	Redevances statistiques	15 000 000 000		15 000 000 000	12 590 861 799
0 717 03	Taxe parafiscale sur les tissus			0	192 036 668
0 717 04	Intérêts de retard				132 735 041
0 717 05	Produits industriels non agréés (UEMOA)				103 278 572
0 717 06	Taxe conjoncturelle importation sur le sucre				2 200 413 689
0 717 99	Autres droits à l'importation				4 277 356 087
0 719	Autres recettes fiscales	0		0	4 240 031 802
0 719 01	Reversements compensatoires	0		0	2 958 487 745
0 719 99	Autres recettes fiscales	0		0	1 281 544 057
	Total impôts indirects (715+716+717+719)	574 000 000 000	0	574 000 000 000	566 572 472 471
	TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	748 700 000 000	5 000 000 000	753 700 000 000	758 915 682 190

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECouvreMENTS
0 72	RECETTES NON FISCALES				
0 721	Revenu de l'entreprise et du domaine	15 300 000 000	0	15 300 000 000	16 490 535 257
0 721 01	Revenu du domaine				205 699 360
0 721 02	Revenu du domaine de l'Etat	15 300 000 000	0	15 300 000 000	16 284 835 897
0 721 02 01	Revenu du domaine immobilier	1 500 000 000		1 500 000 000	3 448 221 076
0 721 02 02	Revenu du domaine forestier	700 000 000		700 000 000	1 341 213 504
0 721 03 03	Revenu du domaine maritime	11 300 000 000		11 300 000 000	10 865 470 336
	dont Accords de peche	0		0	10 500 872 115
0 721 02 04	Revenu du domaine minier	800 000 000		800 000 000	569 344 837
0 721 02 05	Revenu du domaine mobilier	1 000 000 000		1 000 000 000	60 586 144
0 722	Droits et frais administratifs	3 000 000 000		3 000 000 000	511 921 586
0 722 01	Recettes diverses des services	3 000 000 000		3 000 000 000	84 602 314
0 722 99	Autres recettes des services			0	427 319 272
0 723	Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000		100 000 000	359 337 667
0 723 01	Amendes de composition			0	2 985 930
0 723 02	Amendes en matière d'hygiène			0	35 144 116
0 723 03	Amende en matière d'environnement			0	192 521 810
0 723 04	Amendes en matière de peche			0	14 941 667
0 723 05	Amendes en matière de chasse			0	3 238 190
0 723 06	Amendes et pénalités marchés administratifs			0	12 685 256
0 723 08	Confiscations			0	1 776 305
0 723 99	Autres amendes et condamnations pécuniaires			0	96 044 393
0 724	Produits financiers	12 300 000 000		12 300 000 000	15 835 406 283
0 724 01	Dividendes	12 300 000 000		12 300 000 000	10 253 101 847
0 724 03	Intérêts de placement			0	2 027 933 628
0 724 04	Commissions BCEAO			0	2 328 227 634
0 724 99	Autres produits financiers	0		0	12 261 431 741
0 729	Autres recettes non fiscales	10 000 000 000		10 000 000 000	14 645 864 228
0 729 7	Preis rétrocédés	8 000 000 000		8 000 000 000	12 010 724 845
0 729 99	Autres recettes non fiscales non ventilées	2 000 000 000		2 000 000 000	2 635 139 383
	TOTAL RECETTES NON FISCALES (721+722+723+724+729)	40 700 000 000	0	40 700 000 000	47 843 065 021
	TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	789 400 000 000	5 000 000 000	794 400 000 000	806 758 747 211

RUBRIQUES	NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	LOI DE FINANCE RECTIFICATIVE	TOTAL PREVISIONS	RECOURS RECOUVREMENTS
0 73	TRANSFERTS RECUS DU BUDGET GENERAL				236 064 000 000
0 731	Subvention budget au budget d'investissement (1)				236 064 000 000
0 74	DONS	2 421 000 000	1 564 000 000	3 985 000 000	21 683 071 203
0 741	Dons des institutions internationales	0			20 178 149 743
0 741 01	Dons Union Européenne				16 595 712 100
0 741 09	Autres dons				3 582 437 643
0 742	Dons des gouvernements étrangers	2 421 000 000	1 564 000 000	3 985 000 000	1 504 921 460
0 76	RECETTES EXCEPTIONNELLES	100 000 000	31 500 000 000	31 600 000 000	50 476 502 625
0 762	Restitution de sommes indument perçues	100 000 000	0	100 000 000	120 090 301
0 763	Gain de change	0			388 802 534
0 761	Remises et annulation de dette (Ressources PPTE)		31 500 000 000	31 500 000 000	48 828 800 418
0 769	Autres recettes exceptionnelles*	0		0	1 138 809 372
	TOTAL RECETTES INTERIEURES	791 821 000 000	38 064 000 000	829 885 000 000	1 114 982 321 039
0 751 01	Emprunts FMI			0	2 696 623 750
	TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	791 921 000 000	38 064 000 000	829 985 000 000	1 117 678 944 789
	TOTAL RECETTES HORS EMPRUNTS ET SUBVENTIONS	791 921 000 000	38 064 000 000	829 985 000 000	878 978 321 039
	RECETTES EXTERIEURES	315 950 000 000	0	315 950 000 000	
0 12	Dons projets et legs	90 325 000 000		90 325 000 000	0
0 15	Tirages sur emprunts projets	168 825 000 000	0	168 825 000 000	
0 16	Emprunts programmes	28 500 000 000	0	28 500 000 000	0
	TOTAL GENERAL	1 079 571 000 000	38 064 000 000	1 117 635 000 000	1 117 678 944 789
	TOTAL hors dotation interne	1 079 571 000 000	38 064 000 000	1 117 635 000 000	881 614 944 789

COMMENTAIRES :

* dont 1 093 428 570 de recettes de privatisation

ANNEXE 2

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ANNEE 2004

ANNEXE II a

DEVELOPEMENT DES DEPENSES ORDINAIRES PAR MINISTERE ET PAR TITRE DE L'ANNEE

GESTION 2004						
Pouvoirs publics et Ministères	Loi de finances initiale 1	Modifications 2	Loi de finances rectificative 3	Total crédits 4 = 1+2+3	Dépenses ordonnées 5	Crédits disponibles 6 = 4 - 5
A/ DETTE PUBLIQUE						
Dette publique						
Titre 1 - 10: Amort et charges dette publique	120 000 000 000		0	120 000 000 000	191 596 920 022	-71 596 920 022
Total titre 1	120 000 000 000	0	0	120 000 000 000	191 596 920 022	-71 596 920 022
B/ POUVOIRS PUBLICS						
Présidence de la République						
Titre 2 - 21 dépenses de personnel	1 794 178 000		0	1 794 178 000	1 815 824 481	-21 646 481
Titre 3 - 21 dépenses de fonctionnement	4 646 214 000	3 942 897 712	0	8 589 111 712	6 909 208 063	1 679 903 649
Titre 4 - 21 autres transferts courants	722 000 000	50 632 000	0	772 632 000	681 700 000	90 932 000
Total	7 162 392 000	3 993 529 712	0	11 155 921 712	9 406 732 544	1 749 189 168
Assemblée nationale						
Titre 2 - 22 dépenses de personnel	2 897 362 000		0	2 897 362 000	3 092 651 017	-195 289 017
Titre 3 - 22 dépenses de fonctionnement	3 930 500 000	180 000 000	0	4 110 500 000	3 661 300 000	449 200 000
Titre 4 - 22 autres transferts courants	96 800 000	0	0	96 800 000	88 800 000	8 000 000
Total	6 924 662 000	180 000 000	0	7 104 662 000	6 842 751 017	261 910 983
Conseil Eco. et social						
Titre 2 - 24 dépenses de personnel	0		0	0	14 977 914	-14 977 914
Total	0	0	0	0	14 977 914	-14 977 914
Conseil de la République pour aff éc et soci						
Titre 2 - 24 dépenses de personnel	0		142 369 000	142 369 000		142 369 000
Titre 3 - 24 dépenses de fonctionnement	0		332 131 000	332 131 000		332 131 000
Titre 4 - 24 autres transferts courants	0	0	125 500 000	125 500 000		125 500 000
Total	0	0	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000
Conseil constitutionnel						
Titre 2 - 25 dépenses de personnel	84 298 000		0	84 298 000	102 091 097	-17 793 097
Titre 3 - 25 dépenses de fonctionnement	73 761 000	0	0	73 761 000	65 080 167	8 680 833

Total	158 059 000	0	0	158 059 000	167 171 264	-9 112 264
Conseil d'Etat						
Titre 2 - 26 dépenses de personnel	136 390 000		0	136 390 000	121 390 674	14 999 326
Titre 3 - 26 dépenses de fonctionnement	124 208 000	0	0	124 208 000	112 789 765	11 418 235
Total	260 598 000	0	0	260 598 000	234 180 439	26 417 561
Cour de cassation						
Titre 2 - 27 dépenses de personnel	301 146 000		0	301 146 000	233 531 968	67 614 032
Titre 3 - 27 dépenses de fonctionnement	116 358 000	0	0	116 358 000	111 664 333	4 693 667
Titre 4 - 27 Autres transferts courants	2 100 000	0	0	2 100 000	1 500 036	599 964
Total	419 604 000	0	0	419 604 000	346 696 337	72 907 663
Cour des comptes						
Titre 2 - 28 dépenses de personnel	457 683 000		0	457 683 000	440 688 668	16 994 332
Titre 3 - 28 dépenses de fonctionnement	266 250 000	-15 000 000	0	251 250 000	196 158 889	55 091 111
Total	723 933 000	-15 000 000	0	708 933 000	636 847 557	72 085 443
Total Pouvoirs publics	15 649 248 000	4 158 529 712	600 000 000	20 407 777 712	17 649 357 072	2 758 420 640
C/ MOYENS DES SERVICES						
I - ACTION ADM GENERALE						
Primature						
Titre 2 - 30 dépenses de personnel	471 438 000		-16 950 000	454 488 000	858 549 530	-404 061 530
Titre 3 - 30 dépenses de fonctionnement	2 726 620 000	15 000 000	-30 500 000	2 711 120 000	2 278 759 963	432 360 037
Titre 4 - 30 autres transferts courants	365 000 000	1 176 900 000	0	1 541 900 000	999 050 000	542 850 000
Total	3 563 058 000	1 191 900 000	-47 450 000	4 707 508 000	4 136 359 493	571 148 507
Ministère affaires étrangères						
Titre 2 - 31 dépenses de personnel	10 697 124 000	4 000 000	0	10 701 124 000	9 332 609 683	1 368 514 317
Titre 3 - 31 dépenses de fonctionnement	9 485 617 000	841 679 941	0	10 327 296 941	10 848 239 866	-520 942 915
Titre 4 - 31 autres transferts courants	4 200 836 000	150 000 000	0	4 350 836 000	4 000 836 000	350 000 000
Total	24 383 577 000	995 679 941	0	25 379 256 941	24 181 685 539	1 197 571 402
Ministère des forces armées						
Titre 2 - 32 dépenses de personnel	43 773 072 000		0	43 773 072 000	43 247 341 123	525 730 877
Titre 3 - 32 dépenses de fonctionnement	12 529 740 000	746 125 000	0	13 275 865 000	12 404 572 425	871 292 575
Titre 4 - 32 autres transferts courants	515 879 000	29 140 000	0	545 019 000	525 019 000	20 000 000
Total	56 818 691 000	775 265 000	0	57 593 956 000	56 176 932 548	1 417 023 452
Ministère de l'intérieur et collect locales						
Titre 2 - 33 dépenses de personnel	18 027 489 000		-718 182 000	17 309 307 000	18 690 744 433	-1 381 437 433
Titre 3 - 33 dépenses de fonctionnement	7 399 714 000	-229 359 000	-192 996 000	6 977 359 000	6 535 894 580	441 464 420
Titre 4 - 33 autres transferts courants	11 723 105 000	70 000 000	-11 723 105 000	70 000 000	11 793 105 000	-11 723 105 000
Total	37 150 308 000	-159 359 000	-12 634 283 000	24 356 666 000	37 019 744 013	-12 663 078 013

Ministère de la Justice									
Titre 2 - 34 dépenses de personnel	5 564 330 000			0	5 564 330 000	6 405 543 301	-841 213 301		
Titre 3 - 34 dépenses de fonctionnement	2 599 709 000	-279 124 000		0	2 320 585 000	2 151 694 841	168 890 159		
Titre 4 - 34 autres transferts courants	101 500 000	0		0	101 500 000	72 823 094	28 676 906		
Total	8 265 539 000	-279 124 000		0	7 986 415 000	8 630 061 236	-643 646 236		
Min Fonct pub trav. Emploi et org profess									
Titre 2 - 35 dépenses de personnel	716 252 000	3 000 000		0	719 252 000	1 052 075 567	-332 823 567		
Titre 3 - 35 dépenses de fonctionnement	745 702 000	-39 400 000		0	706 302 000	616 861 135	89 440 865		
Titre 4 - 35 autres transferts courants	172 221 000	0		0	172 221 000	151 125 000	21 096 000		
Total	1 634 175 000	-36 400 000		0	1 597 775 000	1 820 061 702	-222 286 702		
Min relat avec les inst parl nat rég union af									
Titre 2 - 36 dépenses de personnel	52 879 000			0	52 879 000	40 512 277	12 366 723		
Titre 3 - 36 dépenses de fonctionnement	87 623 000	0		0	87 623 000	86 887 509	735 491		
Total	140 502 000	0		0	140 502 000	127 399 786	13 102 214		
Min de la coopération déc et planif région									
Titre 2 - 37 dépenses de personnel	70 562 000			0	70 562 000	0	70 562 000		
Titre 3 - 37 dépenses de fonctionnement	120 300 000	30 000 000		0	150 300 000	147 607 793	2 692 207		
Total	190 862 000	30 000 000		0	220 862 000	147 607 793	73 254 207		
Min. Entreprenariat féminin									
Titre 2 - 38 dépenses de personnel	72 466 000			-72 466 000	0	0	0		
Titre 3 - 38 dépenses de fonctionnement	117 700 000	36 600 000		-117 700 000	36 600 000	126 377 291	-89 777 291		
Total	190 166 000	36 600 000		-190 166 000	36 600 000	126 377 291	-89 777 291		
Ministère des sénégalais de l'Extérieur									
Titre 2 - 39 dépenses de personnel	81 580 000			0	81 580 000		81 580 000		
Titre 3 - 39 dépenses de fonctionnement	76 138 000	0		0	76 138 000	69 651 601	6 486 399		
Titre 4 - 39 Autres transferts courants	31 474 000	0		0	31 474 000	31 474 000	0		
Total	189 192 000	0		0	189 192 000	101 125 601	88 066 399		
Total I Administration générale	132 526 070 000	2 554 561 941	-12 871 899 000	-12 871 899 000	122 208 732 941	132 467 355 002	-10 258 622 061		
II - ACTION ECONOMIQUE									
Ministère de l'Economie maritime									
Titre 2 - 40 dépenses de personnel	593 240 000		74 003 000		667 243 000	557 265 127	109 977 873		
Titre 3 - 40 dépenses de fonctionnement	245 761 000	-21 432 000	10 960 000		235 289 000	203 594 310	31 694 690		
Titre 4 - 40 autres transferts courants	12 000 000	0	0		12 000 000	9 236 500	2 763 500		
Total	851 001 000	-21 432 000	84 963 000		914 532 000	770 095 937	144 436 063		
Ministère Equip et transports									
Titre 2 - 41 dépenses de personnel	746 503 000		-85 302 000		661 201 000	744 153 813	-82 952 813		
Titre 3 - 41 dépenses de fonctionnement	266 846 000	-2 438 215	-18 160 000		246 247 785	234 727 669	11 520 116		

Titre 4 - 41 autres transferts courants	9 600 000	0	0	9 600 000	6 048 000	3 552 000
Total	1 022 949 000	-2 438 215	-103 462 000	917 048 785	984 929 482	-57 880 697
Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique						
Titre 2 - 42 dépenses de personnel	2 743 031 000	3 348 000	835 758 000	3 582 137 000	3 735 930 370	-153 793 370
Titre 3 - 42 dépenses de fonctionnement	1 193 570 000	-15 247 785	276 372 000	1 454 694 215	1 121 062 237	333 631 978
Titre 4 - 42 autres transferts courants	4 539 937 000	-100 000 000	123 142 000	4 563 079 000	4 393 290 000	169 789 000
TOTAL	8 476 538 000	-111 899 785	1 235 272 000	9 599 910 215	9 250 282 607	349 627 608
Min Economie et Finances						
Titre 2 - 43 dépenses de personnel	8 132 050 000	1 500 000	0	8 133 550 000	9 701 319 124	-1 567 769 124
Titre 3 - 43 dépenses de fonctionnement	5 460 702 000	931 439 000	0	6 392 141 000	6 927 937 945	-535 796 945
TOTAL	13 592 752 000	932 939 000	0	14 525 691 000	16 629 257 069	-2 103 566 069
Ministère Industrie et artisanat						
Titre 2 - 44 dépenses de personnel	266 202 000		0	266 202 000	290 222 069	-24 020 069
Titre 3 - 44 dépenses de fonctionnement	241 922 000	10 000 000	0	251 922 000	232 031 503	19 890 497
Titre 4 - 44 autres transferts courants	1 212 848 000	50 000 000	0	1 262 848 000	1 212 848 000	50 000 000
TOTAL	1 720 972 000	60 000 000	0	1 780 972 000	1 735 101 572	45 870 428
Ministère du commerce						
Titre 2 - 45 dépenses de personnel	539 390 000		0	539 390 000	721 436 827	-182 046 827
Titre 3 - 45 dépenses de fonctionnement	434 289 000	-114 033 000	0	320 256 000	275 098 131	45 157 869
Titre 4 - 45 autres transferts courants	353 320 000	161 300 000	0	514 620 000	429 290 000	85 330 000
TOTAL	1 326 999 000	47 267 000	0	1 374 266 000	1 425 824 958	-51 558 958
Ministère Urbanisme et aménagement territoire						
Titre 2 - 46 dépenses de personnel	580 619 000		0	580 619 000	1 042 492 590	-461 873 590
Titre 3 - 46 dépenses de fonctionnement	241 503 000	35 527 000	0	277 030 000	267 399 992	9 630 008
TOTAL	822 122 000	35 527 000	0	857 649 000	1 309 892 582	-452 243 582
Ministère de l'Energie et des mines						
Titre 2 - 47 dépenses de personnel	192 795 000		0	192 795 000	604 950 354	-412 155 354
Titre 3 - 47 dépenses de fonctionnement	164 114 000	82 003 728	0	246 117 728	244 974 094	1 143 634
Titre 4 - 47 autres transferts courants	2 000 000	0	0	2 000 000	1 998 448	1 552
TOTAL	358 909 000	82 003 728	0	440 912 728	851 922 896	-411 010 168
Ministère Habitat et construction						
Titre 2 - 48 dépenses de personnel	283 324 000	13 000 000	0	296 324 000	0	296 324 000
Titre 3 - 48 dépenses de fonctionnement	719 294 000	45 000 000	0	764 294 000	644 149 388	120 144 612
TOTAL	1 002 618 000	58 000 000	0	1 060 618 000	644 149 388	416 468 612
Ministère du Tourisme						
Titre 2 - 49 dépenses de personnel	253 493 000		11 299 000	264 792 000	172 546 836	92 245 164
Titre 3 - 49 dépenses de fonctionnement	159 538 000	-5 612 000	7 200 000	161 126 000	147 271 362	13 854 638

Titre 4 - 49 autres transferts courants	7 776 000	0	0	7 776 000	7 776 000	0
TOTAL	420 807 000	-5 612 000	18 499 000	433 694 000	327 594 198	106 099 802
Total II Action économique	29 595 667 000	1 074 354 728	1 235 272 000	31 905 293 728	33 929 050 689	-2 023 756 961
III - ACTION CULTURELLE ET SOCIALE						
Ministère de l'Éducation						
Titre 2 - 50 dépenses de personnel	85 264 007 000			85 264 007 000	86 178 005 076	-913 998 076
Titre 3 - 50 dépenses de fonctionnement	30 272 651 000	731 013 221	30 000 000	31 033 664 221	31 111 058 931	-77 394 710
Titre 4 - 50 autres transferts courants	45 030 130 000	156 083 000	0	45 186 213 000	41 700 388 038	3 485 824 962
TOTAL	160 566 788 000	887 096 221	30 000 000	161 483 884 221	158 989 452 045	2 494 432 176
Ministère recherche scientifique						
Titre 2 - 51 dépenses de personnel	169 421 000		0	169 421 000	82 344 379	87 076 621
Titre 3 - 51 dépenses de fonctionnement	154 069 000	0	0	154 069 000	144 976 485	9 092 515
Titre 4 - 51 autres transferts courants	560 977 000	100 000 000	0	660 977 000	590 977 000	70 000 000
TOTAL	884 467 000	100 000 000	0	984 467 000	818 297 864	166 169 136
Ministère des sports						
Titre 2 - 52 dépenses de personnel	1 027 275 000	10 884 000	0	1 038 139 000	2 017 441 590	-979 302 590
Titre 3 - 52 dépenses de fonctionnement	3 695 346 000	363 777 000	0	4 059 123 000	2 518 857 122	1 540 265 878
Titre 4 - 52 autres transferts courants	70 000 000	0	0	70 000 000	47 000 000	23 000 000
TOTAL	4 792 621 000	374 641 000	0	5 167 262 000	4 583 298 712	583 963 288
Ministère de la Culture						
Titre 2 - 53 dépenses de personnel	574 361 000	7 400 000	0	581 761 000	703 416 185	-121 655 185
Titre 3 - 53 dépenses de fonctionnement	524 282 000	4 674 000	0	528 956 000	487 641 802	41 314 198
Titre 4 - 53 autres transferts courants	1 431 369 000	245 914 000	0	1 677 283 000	1 429 685 357	247 597 643
TOTAL	2 530 012 000	257 988 000	0	2 788 000 000	2 620 743 344	167 256 656
Ministère Santé et Prévention						
Titre 2 - 54 dépenses de personnel	15 717 398 000			15 717 398 000	12 357 534 426	3 359 863 574
Titre 3 - 54 dépenses de fonctionnement	10 868 491 000	-1 037 041 000	500 000 000	10 331 450 000	8 990 249 369	1 341 200 631
Titre 4 - 54 autres transferts courants	11 486 257 000	651 689 000	2 100 000 000	14 237 946 000	13 712 271 343	525 674 657
TOTAL	38 072 146 000	-385 352 000	2 600 000 000	40 286 794 000	35 060 055 138	5 226 738 862
Ministère de la Jeunesse						
Titre 2 - 55 dépenses de personnel	747 286 000	4 000 000	0	751 286 000	772 487 505	-21 201 505
Titre 3 - 55 dépenses de fonctionnement	965 995 000	17 066 000	0	983 061 000	979 070 985	3 990 015
Titre 4 - 55 autres transferts courants	206 000 000	6 000 000	0	212 000 000	212 000 000	0
TOTAL	1 919 281 000	27 066 000	0	1 946 347 000	1 963 558 490	-17 211 490
Ministère Environnement et Assain						
Titre 2 - 56 dépenses de personnel	1 641 500 000		0	1 641 500 000	1 746 172 602	-104 672 602

Titre 3 - 56 dépenses de fonctionnement	4 194 516 000	-419 008 000	0	3 775 508 000	3 058 897 286	716 610 714
Titre 4 - 56 autres transferts courants	11 963 000	0	0	11 963 000	0	11 963 000
TOTAL	5 847 979 000	-419 008 000	0	5 428 971 000	4 805 069 888	623 901 112
Ministère Fam. Dév. Social et Sol nationale						
Titre 2 - 58 dépenses de personnel	1 472 158 000		0	1 472 158 000	1 480 968 782	-8 810 782
Titre 3 - 58 dépenses de fonctionnement	1 075 508 000	1 244 710 000	0	2 320 218 000	2 182 574 830	137 643 170
Titre 4 - 58 autres transferts courants	1 678 080 000	-1 104 258 000	0	573 822 000	510 793 799	63 028 201
TOTAL	4 225 746 000	140 452 000	0	4 366 198 000	4 174 337 411	191 860 589
Ministère du Plan						
Titre 2 - 61 dépenses de personnel	242 894 000		0	242 894 000		242 894 000
Titre 3 - 61 dépenses de fonctionnement	182 621 000	-5 151 000	0	177 470 000	163 142 778	14 327 222
TOTAL	425 515 000	-5 151 000	0	420 364 000	163 142 778	257 221 222
Ministère de l'Elevage						
Titre 2 - 62 dépenses de personnel	835 758 000		-835 758 000	0		0
Titre 3 - 62 dépenses de fonctionnement	274 872 000	-20 250 000	-274 872 000	-20 250 000	207 478 493	-227 728 493
Titre 4 - 62 autres transferts courants	123 142 000	0	-123 142 000	0	100 000 000	-100 000 000
TOTAL	1 233 772 000	-20 250 000	-1 233 772 000	-20 250 000	307 478 493	-327 728 493
Min Information, Coop panaf. et NTIC						
Titre 2 - 63 dépenses de personnel	107 667 000	12 590 000		120 257 000		120 257 000
Titre 3 - 63 dépenses de fonctionnement	289 276 000	94 210 000	-199 622 000	183 864 000	364 532 190	-180 668 190
Titre 4 - 63 autres transferts courants	471 370 000	380 000 000	0	851 370 000	521 370 000	330 000 000
TOTAL	868 313 000	486 800 000	-199 622 000	1 155 491 000	885 902 190	269 588 810
Min des PME et Microfinance						
Titre 2 - 64 dépenses de personnel	101 267 000		72 466 000	173 733 000		173 733 000
Titre 3 - 64 dépenses de fonctionnement	62 200 000	35 600 000	117 700 000	215 500 000	65 709 766	149 790 234
Titre 4 - 64 autres transferts courants	300 000 000	150 000 000	0	450 000 000	300 000 000	150 000 000
TOTAL	463 467 000	185 600 000	190 166 000	839 233 000	365 709 766	473 523 234
Ministère coll locales et décentralisation						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	0		751 467 000	751 467 000		751 467 000
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	0	114 000 000	271 996 000	385 996 000	91 430 189	294 565 811
Titre 4 - 65 Autres transferts courants	0	10 000 000	11 723 105 000	11 733 105 000		11 733 105 000
TOTAL	0	124 000 000	12 746 568 000	12 870 568 000	91 430 189	12 779 137 811
Ministère des Postes et des télécommunic						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	0		33 285 000	33 285 000	2 178 842	31 106 158
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	0	133 000 000	133 000 000	266 000 000	119 010 961	146 989 039
Total	0	133 000 000	166 285 000	299 285 000	121 189 803	178 095 197
Ministère NEPAD, intégr Eco Afr et Pol Bon Gouv						

66 733 000 35 500 000 100 000

Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	0	50 235 000	50 235 000	5 418 405	44 816 595
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	0	127 500 000	224 500 000	73 168 266	151 331 734
TOTAL	0	177 735 000	274 735 000	78 586 671	196 148 329
Ministère Prévention Hygiène Pub Assain					
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	0	33 285 000	33 285 000		33 285 000
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	0	147 000 000	294 000 000	101 839 484	192 160 516
TOTAL	0	147 000 000	327 285 000	101 839 484	225 445 516
Total III - Action culturelle et sociale	221 830 107 000	2 130 882 221	14 657 645 000	215 130 092 266	23 488 541 955
IV - DEPENSES COMMUNES					
Dépenses communes					
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	18 470 112 000	-59 702 000	16 134 901 000	10 564 116 267	5 570 784 733
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	39 554 626 000	3 867 297 692	44 921 923 692	40 103 143 774	4 818 779 918
Titre 4 - 60 Autres transferts courants	271 094 931 000	-13 725 924 294	1 354 491 000	287 128 094 545 ^s	-28 404 596 839
TOTAL IV	329 119 669 000	-9 918 328 602	578 982 000	337 795 354 586	-18 015 032 188
TOTAL DES MINISTÈRES	713 071 513 000	-4 158 529 712	3 600 000 000	719 321 852 543	-6 808 869 255
TOTAL MINISTÈRES ET POUVOIRS PUBLICS	728 720 761 000	0	4 200 000 000	736 971 209 615	-4 050 448 615
TOTAL DETTE-POUVOIRS PUBLICS-MINISTÈRES	848 720 761 000	0	4 200 000 000	928 568 129 637	-75 647 368 637

RECAPITULATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DETTE PUBLIQUE	120 000 000 000	0	0	120 000 000 000	191 596 920 022	-71 596 920 022
TITRE II : DEPENSES DE PERSONNEL	225 900 000 000	0	-2 000 000 000	223 900 000 000	218 928 932 902	4 971 067 098
TITRE III : DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	146 288 146 000	11 542 524 294	2 620 009 000	160 450 679 294	147 383 777 553	13 066 901 741
TITRE IV : AUTRES TRANSFERTS COURANTS	356 532 615 000	-11 542 524 294	3 579 991 000	348 570 081 706	370 668 499 160	-22 088 417 454
Avances de trésorerie				0	5 145 143 804	-5 145 143 804
CS, Pertes de change, remb, Retenues source				0	5 464 305 938	-5 464 305 938
Loyers 2004 (journal DM)				0	3 581 379 082	-3 581 379 082
TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES	848 720 761 000	0	4 200 000 000	852 920 761 000	942 758 958 461	-89 838 197 461
PM BCI (iii)	202 250 000 000	60 109 119 278	33 865 000 000	296 224 119 278	213 270 461 178	82 953 658 100
TOTAL BUDGET GENERAL	1 050 970 761 000	60 109 119 278	38 065 000 000	1 149 144 880 278	1 156 029 419 639	-6 884 539 361
TOTAL BUDGET GENERAL hors dotation interne	844 220 761 000		38 065 000 000	942 394 880 278	919 965 419 639	22 429 460 639

^s Dont 236 064 000 000 francs de subvention du fonctionnement vers l'investissement.

ANNEXE II b

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PARTITRE ET SECTION GESTION 2004

TITRE	SECT	NATURE	LOI DE FIN INITI	MODIFICATION	REPORTS	LOI FIN RECTIF	OUV CREDITS COMPLEM	TOTAL CREDITS OUVERTS	REGLE- MENTS	DISPONIBLE
5	21	Inves exéc parl' Etat	3 625 000 000	420 000 000	917 295 451	600 000 000		5 562 295 451	5 247 147 210	3 151 148 241
5	28	Inves exéc parl' Etat	165 000 000	0	21 465 515			186 465 515	109 830 532	76 634 983
5	30	Inves exéc parl' Etat	350 000 000	-463 000 000	785 524 555			672 524 555	491 163 647	181 360 908
5	31	Inves exéc parl' Etat	2 750 000 000	6 000 000	230 455 349			2 986 455 349	2 133 602 841	852 852 508
5	32	Inves exéc parl' Etat	8 440 000 000	-250 000 000	2 418 387 494			10 608 387 494	8 944 957 053	1 663 430 441
5	33	Inves exéc parl' Etat	6 334 000 000	760 350 000	3 750 027 571			10 844 377 571	4 071 136 795	6 773 240 776
5	34	Inves exéc parl' Etat	1 550 000 000	180 000 000	1 491 117 307	570 000 000		3 781 117 307	1 836 046 093	1 945 071 214
5	35	Inves exéc parl' Etat	1 012 000 000		455 230 483			1 477 230 483	917 787 936	559 442 547
5	38	Inves exéc parl' Etat			1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000	0
5	40	Inves exéc parl' Etat	3 238 000 000		1 926 452 698	736 000 000		5 900 452 698	3 611 927 604	2 288 525 094
5	41	Inves exéc parl' Etat	27 270 000 000	-17 650 985 600	3 462 305 040	10 400 000 000		23 481 319 440	18 211 858 801	5 269 460 639
5	42	Inves exéc parl' Etat	10 803 810 000	1 240 831 338	5 557 982 647	4 952 000 000		22 554 623 985	15 531 978 634	7 022 645 351
5	43	Inves exéc parl' Etat	15 847 000 000	411 236 600	3 110 482 713			19 368 719 313	15 463 675 284	3 905 044 029
5	44	Inves exéc parl' Etat	376 000 000	0	1 467 040 193			2 693 040 193	1 359 102 019	1 333 938 174
5	46	Inves exéc parl' Etat	5 470 000 000	3 100 000 000	3 140 019 698			11 710 019 698	5 561 416 713	6 148 602 985
5	47	Inves exéc parl' Etat	2 413 000 000		3 313 127 524			6 726 127 524	6 246 617 286	479 510 238
5	48	Inves exéc parl' Etat	19 690 000 000	20 320 000 000	406 912 419			40 416 912 419	39 288 317 781	1 128 594 638
5	49	Inves exéc parl' Etat	170 000 000	148 500 000	991 883 120			1 310 383 120	634 398 828	675 984 292
5	50	Inves exéc parl' Etat	14 388 000 000	399 000 000	6 277 158 769	3 780 000 000	727 510 000	25 571 668 769	16 757 527 491	8 814 141 278
5	51	Inves exéc parl' Etat	68 000 000					68 000 000	0	68 000 000
5	52	Inves exéc parl' Etat	4 100 000 000	-2 600 000 000	711 370 748			2 211 370 748	549 505 021	1 661 865 727
5	53	Inves exéc parl' Etat	1 417 000 000		829 343 799			2 246 343 799	966 163 558	1 280 180 241
5	54	Inves exéc parl' Etat	8 106 000 000		8 463 413 711	350 000 000		16 919 413 711	7 796 146 192	9 123 267 519
5	55	Inves exéc parl' Etat	426 000 000	100 000 000	18 000 000			544 000 000	414 999 213	129 000 787
5	56	Inves exéc parl' Etat	1 760 000 000	-200 000 000	524 973 435	1 682 000 000	918 339 800	4 685 313 235	2 476 822 391	2 208 490 844
5	57	Inves exéc parl' Etat		-450 000 000	1 000 000 000			550 000 000	0	550 000 000
5	58	Inves exéc parl' Etat	815 000 000	0	669 594 327			1 484 594 327	937 517 869	547 076 458
5	61	Inves exéc parl' Etat	479 000 000	0	41 898 300			520 898 300	394 101 421	126 796 879
5	62	Inves exéc parl' Etat	1 636 000 000	0	54 749 500	155 000 000		1 845 749 500	759 245 812	1 086 503 688
5	64	Inves exéc parl' Etat	150 000 000	30 000 000				180 000 000	150 000 000	30 000 000
		Total titre 5	142 848 810 000	5 501 932 338	53 036 212 366	23 225 000 000	1 645 849 800	228 107 804 504	161 862 994 025	66 244 810 479

ANNEXE III
SITUATION DE L'EXECUTION
DES COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR ET DES COMPTES
DE TRESORERIE DE L'ANNEE 2004

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR TITRE ET SECTION GESTION 2004

TITRE	SECT	NATURE	LOI DE FIN. INITI	MODIFICATION	REPORTS	LOI FIN RECTIF	OUV CREDITS COMPLEM	TOTAL CREDITS OUVERTS	REGLEMENTS	DISPONIBLE
6	21	Transfert en capital	1 000 000 000	700 000 000		239 000 000		1 939 000 000	1 239 000 000	700 000 000
6	30	Transfert en capital	376 000 000					376 000 000	376 000 000	0
6	33	Transfert en capital	4 000 000 000					4 000 000 000	4 000 000 000	0
6	35	Transfert en capital	200 000 000					200 000 000	200 000 000	0
6	41	Transfert en capital	15 000 000 000		176 407 112			15 176 407 112	14 943 188 518	233 218 594
6	42	Transfert en capital	11 428 190 000	-1 265 831 338	5 200 650 000	7 925 000 000		23 288 008 662	19 540 331 383	3 747 677 279
6	43	Transfert en capital	7 100 000 000	-3 302 801 000				3 797 199 000	3 476 207 667	320 991 333
6	45	Transfert en capital	150 000 000					150 000 000	150 000 000	0
6	46	Transfert en capital	100 000 000					100 000 000	100 000 000	0
6	47	Transfert en capital	1 945 000 000		50 000 000	0		1 995 000 000	1 944 800 128	50 199 872
6	50	Transfert en capital	20 000 000					20 000 000	0	20 000 000
6	55	Transfert en capital	1 000 000 000					1 000 000 000	1 000 000 000	0
6	56	Transfert en capital				75 000 000		75 000 000	0	75 000 000
6	57	Transfert en capital				1 000 000		1 000 000	0	1 000 000
6	58	Transfert en capital	1 582 000 000	-283 300 000				1 298 700 000	1 298 700 000	0
6	63	Transfert en capital	15 500 000 000	-1 350 000 000				14 150 000 000	0	14 150 000 000
6	64	Transfert en capital	0	0		550 000 000		550 000 000	550 000 000	0
TOTAL TITRE 6			59 401 190 000	-5 501 532 338	5 427 057 112	8 790 000 000	0	68 116 314 774	48 818 227 696	19 298 087 078
TOTAL			202 250 000 000	0	58 463 289 478	33 865 000 000	1 645 849 800	296 224 119 278	210 681 221 721	85 542 897 557
OGP de 2004									257 239 457	
DEPENSES A REGULARISER									2 332 000 000	
TOTAL GENERAL									213 270 461 178	

**SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2004**

Nomenclature	Balance d'entrée		Opérations		Balance de sortie	
	Débts	Crédits	Débts	Crédits	Débts	Crédits
Comptes d'affectation spéciale						
96.101 Fonds national de retraite		8 957 006 724	33 124 421 204	38 541 775 874		14 374 361 394
96.102 Frais de contrôle des entrep pub			294 080 374	299 373 015		5 292 641
96.103 Caisse d'encouragement Pêche			588 135 628	588 350 598		214 970
96.104 Fonds de lutte contre incendies			4 411 970	121 034 244		116 622 274
Sous Total	-	8 957 006 724	34 011 049 176	39 550 533 731	-	14 496 491 279
Comptes de commerce					0	0
96.201 Opération des armées		4 428 006	11 754 982	12 608 413		5 281 437
Sous Total	-	4 428 006	11 754 982	12 608 413	-	5 281 437
Compte de prêts					0	0
96.505 Prêts à divers organismes	1 000 000 000		200 000 000		1 200 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers		954 850 278	2 054 978 132	2 054 947 148		954 819 294
Sous Total	1 000 000 000	954 850 278	2 254 978 132	2 054 947 148	1 200 000 000	954 819 294
Comptes d'Avances					0	0
96.602 Avance à 1 ans aux étape pub			150 000 000	150 000 000	0	0
96.605 Avances aux collectivités locales	1 547 527 155				1 547 527 155	
96.607 Avances à divers organismes	1 594 621 499				1 594 621 499	
96.609 Avances à 1 an aux particuliers	566 879 748		11 436 128 869	5 147 409 869	6 855 598 748	
Sous Total	3 709 028 402	0	11 586 128 869	5 297 409 869	9 997 747 402	0
Comptes de garantie et d'aval					0	0
96.701 comptes de garantie et aval	1 686 625 220				1 686 625 220	
Sous Total	1 686 625 220	0	0	0	1 686 625 220	0
TOTAL GENERAL	6 395 653 622	9 916 285 008	47 863 911 159	46 915 499 161	12 884 372 622	15 456 592 010

**PERTES ET PROFITS SUR L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2004**

NOMENCLATURE	RECETTES	DEPENSES	PERTES (-) PROFITS (+)
<u>Comptes d'affectation spéciale</u>			
96 102 Frais de contrôle des entreprises publiques	299 373 015	294 080 374	5 292 641
96 103 Caisse d'encouragement à la Pêche	588 350 598	588 135 628	214 970
96104 Fonds de lutte contre l'incendie	121 034 244	4 411 970	116 622 274
TOTAL GENERAL	1 008 757 857	886 627 972	122 129 885
	PROFITS NETS		122 129 885

NB : Les soldes créditeurs (122 129 885) des comptes d'affectation spéciale non reportés en application de l'article 9 de la loi n°2003-37 du 26/12/2003 portant loi de finances pour l'année 2004 sont enregistrés au compte de résultat pour être transférés au compte permanent des découverts du Trésor,

**COMPTE DE PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE
GESTION 2004**

COMPTES D'ORIGINE DES OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
470.112.15 Intérêts sur dépôts particuliers	633 300 638		633 300 638	
470.191.1 Remises aux débiteurs de timbres	25 534 218		25 534 218	
479.1 Frais de poursuite	134 085 587		134 085 587	
479.3 Commissions diverses	72 672 685		72 672 685	
479.4 Frais divers Trésor	7 592 629		7 592 629	
TOTAL GENERAL	873 185 757	0	873 185 757	0
		Perte nette	873 185 757	

